

Maladie de Lyme

La tique attaque



La tique, ce petit acarien qui se cache dans les forêts et les herbes folles, prolifère du fait du réchauffement climatique. Sa piqûre peut provoquer la borréliose de Lyme. Prise à temps, la maladie se soigne.

Ignorée, elle peut dégénérer en pathologies graves. Associations de malades, médecins et biologistes sont au cœur de vives polémiques en France mais aussi en Allemagne et aux États-Unis

P. 8-10

JUSTICE

Affaire Éric de Putter

Trois ans après
l'assassinat du
théologien protestant

P. 2-3

ENTRETIEN

Pour une France plurielle

L'analyse du
sociologue
Jean-Paul Willaime

P. 4-5

HISTOIRE

Srebrenica 20 ans après

Retour dans une
ville martyrisée
de Bosnie-
Herzégovine

P. 7

Lisez
Réforme

sur



www.reforme.net

ÉDITORIAL



Antoine Nouis

Du bon usage de la crise

La crise de la Grèce est une crise de l'Europe. Que dans le passé les Grecs aient « profité » de l'Europe pour vivre au-dessus de leurs moyens, c'est indéniable. Et maintenant, que fait-on ? Les instances internationales ont imposé une politique qui a coûté cher au pays en terme de pouvoir d'achat, de chômage, de précarité et de désespérance. Les mesures étaient douloureuses... et l'endettement n'a pas diminué. On peut accepter de souffrir pour guérir, mais si ça ne sert à rien ! Il y a peu de chances que ce qui a été inefficace hier le devienne demain.

Arrive un moment où il faut penser autrement. C'est le défi qui se dresse devant l'Europe. En chinois, l'idéogramme qui veut dire crise, réunit les mot danger et opportunité. Cette ambivalence est le signe de l'alternative qui se pose aux dirigeants de notre continent. La crise grecque pose la question de l'Europe que nous voulons.

Le danger, c'est de voir la logique financière imposer sa loi selon les règles du chacun pour soi et des rendements à courts termes. L'argent ne fait pas de morale, il a sa logique. Celle-ci n'est pas toujours opportune car, même pour la finance, un ébranlement du système monétaire est contre-productif et fragilise ses propres fondements. L'Europe a-t-elle les moyens d'affronter une nouvelle crise alors qu'elle n'a pas fini d'absorber le krach de 2008 ?

L'opportunité, c'est de profiter de cette crise pour qu'émerge une autre politique européenne, avec plus d'intégration au sein de l'eurogroupe, plus de discipline et de solidarité entre les pays. L'Europe a plus à gagner, y compris en termes de croissance, à absorber une partie de la dette grecque et à accompagner le redressement du pays.

Dans la Bible, le mot *krisis* veut dire jugement. La crise grecque est un jugement pour l'Union européenne telle qu'elle est actuellement. À l'heure où nous écrivons cet éditorial, nul ne sait s'il en résultera plus ou moins d'Europe. ■

Cet éditorial est en vidéo sur le site : reforme.net

SOUVENIR. Il y a trois ans, Éric de Putter, théologien protestant, était assassiné au Cameroun.

Affaire de Putter : « L'

Je suis à un point où je ne sais plus quoi faire. Mais je ne veux pas abandonner. » Au téléphone, la voix délicate de Marie-Alix de Putter n'en reste pas moins déterminée. Cela fait maintenant trois ans que son mari, qui enseignait l'hébreu, les sciences des religions et l'Ancien Testament à l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC) de Yaoundé, au Cameroun, a été poignardé à leur domicile. Trois ans que les assassins courent toujours et que l'enquête piétine. Chaque année autour du 8 juillet, date de l'assassinat du théologien âgé de 31 ans, *Réforme* fait un point sur l'enquête et ne peut que constater l'impasse.

Commissions rogatoires

« À l'automne dernier, nous avons rencontré et demandé à des responsables de l'Église évangélique du Cameroun de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour faire avancer l'enquête. En janvier, l'ambassade française à Yaoundé nous a informés que la commission rogatoire internationale des autorités camerounaises lui était parvenue pour être transmise aux autorités françaises. Je ne sais pas s'il y a une relation de cause à effet », confie Bertrand Vergniol, secrétaire général du Défap. Le Service protestant de mission avait envoyé Éric de Putter enseigner dans la capitale camerounaise en septembre 2010. « Depuis plus d'un mois, je demande à être reçu par le ministère de la Justice française pour savoir ce qui s'est passé depuis. Nous attendons le rendez-vous », ajoute Bertrand Vergniol. En revanche, aucune nouvelle de la commission rogatoire côté français.

Pour Bruno Gain, l'ambassadeur français en poste à Yaoundé en 2012, il ne faut pas attendre grand-chose de ces deux commissions rogatoires : « À l'heure où on transfère de l'argent d'un

« Nous pensions venir partager un projet ecclésial. C'est plutôt la compétition entre les Églises »

clic entre la France et l'île de La Barbade, la commission rogatoire, elle, met un temps fou à passer de service en service. »

L'ancien diplomate sort de sa poche un article de Marie-Alix et Éric de Putter publié trois mois avant l'assassinat, dans *Mission*, l'ancienne revue du Défap. Pour lui, ce texte est au cœur de l'affaire et éclaire la personnalité d'Éric de Putter, vraisemblablement trop intègre et franc pour un pays corrompu comme le



Marie-Alix de Putter et le président du Défap, Jean-Arnold de Clermont, dévoilent une plaque

Cameroun. « Nous étions venus ici pour tenter de participer à un mouvement d'unité et de convergence. C'est plutôt un éclatement sur une dispersion. Nous pensions venir partager un projet ecclésial et communautaire. C'est bien plutôt la lutte individuelle, la querelle des clochers, la compétition entre les Églises, et sans rire, cela se traduit dans le vocabulaire académique enseigné aux futurs pasteurs : compétitivité, croissance, rendement... », écrivent les époux de Putter. Ils déplorent également la corruption généralisée, les « préférences tribales » qui bloquent le pays. Et poussent « un cri d'alerte » pour lancer « une grande réflexion » et « fixer des objectifs ».

« Éric a dit tout haut ce que tout observateur averti pense tout bas. J'ai exactement la même vision du pays que lui. Cet article j'aurais pu le signer », déclare Bruno Gain. Sauf que dans un pays comme le Cameroun, « miné par la corruption », critiquer ouvertement est dangereux. Bruno Gain avait croisé Éric de Putter à Yaoundé et l'appréciait :

« Cet homme, d'une rigueur intellectuelle et morale, a été déçu et a laissé parler son cœur. Les volontaires envoyés comme lui vivent comme les Camerounais et pensent donc qu'ils sont immunisés contre les réactions de la population qui n'est pas forcément bien disposée envers les Occidentaux depuis la décolonisation. C'est un pays compliqué, où la corruption concerne toutes les couches de la société, y compris la fac dans laquelle Éric enseignait. »

« C'est vrai que l'ambassadeur a beaucoup parlé de cet article à l'époque. Je ne sais pas s'il a eu un rôle. Nous l'avons écrit de bonne foi, dans l'optique d'améliorer les choses et non de jeter la pierre. Et le magazine *Mission* était distribué aux volontaires, pas à l'extérieur », rétorque Marie-Alix de Putter. « On pensait donner des nouvelles aux autres volontaires du Défap, pas faire quelque chose de dangereux », ajoute-t-elle.

Ce texte intitulé « Cameroun : arrêtons de faire comme si tout allait bien ! » a été rédigé au début de l'année 2012, au retour d'un voyage du couple dans le nord du pays. Il n'a été publié qu'en avril 2012 à un moment où les relations d'Éric

Depuis, l'enquête piétine. *Réforme* a rencontré l'ambassadeur français en poste à l'époque.

enquête a été bâclée »



© DÉFAP

... dans le jardin du Défap, le 21 mars dernier

LES DATES CLÉS

1^{er} septembre 2010 : Éric de Putter arrive au Cameroun. Il est envoyé par le Défap, le Service protestant de mission, en tant que volontaire de solidarité internationale (VSI).

Octobre 2011 : Sa femme, Marie-Alix de Putter, le rejoint au Cameroun.

8 juillet 2012 : Éric de Putter est poignardé chez lui, sur le campus de l'Université protestante d'Afrique centrale (UPAC) où il enseignait. Marie-Alix, enceinte, donnera naissance à leur fille en France.

4 octobre 2013 : Création de l'association Semeurs de liberté pour faire connaître la pensée d'Éric de Putter. www.semeursdeliberte.com

Novembre 2014 : Rencontre à Paris entre les représentants de l'UPAC et ses partenaires internationaux (dont le Défap) pour faire un point sur les réformes entreprises au sein de l'université camerounaise, à la suite des critiques d'Éric de Putter.

déménagement du campus, selon sa femme « *alors que nous ne l'avions dit à personne* », précise-t-elle.

« *À mon avis, il faut chercher les responsables dans ses connaissances de la faculté. Certains ont dû se sentir visés par cet article et ont eu peur des conséquences. Car si la corruption est généralisée, il y a parfois des arrestations et des condamnations à valeur d'exemple, même au plus haut sommet de l'État* », lance, sans ciller, l'ex-ambassadeur.

À ce stade de l'enquête, les Camerounais ne font pas de lien entre l'assassinat d'Éric de Putter et son emploi à l'UPAC. Un constat répété par le recteur de l'université, joint par téléphone : « *Peut-être que l'ambassadeur a des infos que nous n'avons pas. Moi, à ce stade, je n'ai aucune idée des responsables. Le conseil d'administration de l'UPAC a rencontré plusieurs fois le ministre de la Justice camerounaise. On nous répond que l'enquête suit son cours. Nous allons continuer de prier et d'intercéder jusqu'à ce que notre Dieu nous dévoile la vérité. Et grâce à Dieu, on trouvera un jour. C'est mon intime conviction de chrétien et de pasteur* », répond calmement le professeur Bouba Mbima.

« *L'enquête a été bâclée. Elle n'a pas été menée avec suffisamment de rigueur et on risque malheureusement d'attendre longtemps son issue* », regrette l'ex-ambassadeur. Une position partagée par le colonel de gendarmerie français qui était à l'époque responsable de la sécurité de l'ambassade. Les deux hommes n'étaient pas impliqués dans l'enquête

camerounaise mais ont observé le travail de la police et de la justice du pays africain. « *La scène de crime n'a pas été préservée du passage et donc des traces des policiers et des curieux* », « *il n'y a pas eu de fouille autour de la maison pour retrouver l'arme du crime* », « *les enquêteurs se sont focalisés sur un étudiant de la victime et le doyen de l'université, finalement relâchés, sans chercher d'autres pistes* », commence à lister l'officier, dépité.

Un autre élément n'a malheureusement pas joué en faveur du théologien, selon Bruno Gain. L'affaire a été beaucoup moins médiatisée que d'autres dossiers français, comme celui de l'avocate franco-camerounaise Lydienne Yen Eyoum, écrouée depuis 2008 (lire ci-contre). Le 3 juillet, François Hollande était en visite officielle au Cameroun. Il a évoqué avec le président camerounais, Paul Biya, le cas de Lydienne Yen Eyoum. A-t-il parlé de l'assassinat de l'enseignant protestant ? Nous n'avons pas reçu de réponse de l'Élysée à ce sujet.

« *J'espère que l'avenir donnera tort à l'ambassadeur et que l'enquête aboutira. Ce n'est pas tenable et profondément injuste de ne pas connaître la vérité quand on sait à quel point Éric était à l'écoute et au service des autres* », réagit Marie-Alix de Putter.

Hommages

Face à la lenteur de l'enquête, l'entourage d'Éric de Putter se mobilise pour entretenir son souvenir et défendre ses idéaux. Le 21 mars, une plaque a été inaugurée (voir photo) et un Ginkgo biloba a été planté dans le jardin du Défap. Un « *arbre particulièrement résistant qu'Éric aimait et qui le rassérénait* », a déclaré ce jour-là Marie-Alix de Putter. Un prix « *Éric de Putter* » a aussi été créé cette année à la faculté de théologie de Strasbourg, financé par l'association Semeurs de liberté (lire encadré). Côté Cameroun, chaque 8 juillet, une séance de prières est organisée sur le campus « *pour la famille, son épouse, le Défap, nos autres partenaires et nos deux pays* », précise le recteur Bouba Mbima. Un bâtiment de l'université et la promotion d'étudiants 2014 ont été baptisés « *Éric de Putter* ».

Et surtout, une réforme du fonctionnement financier et académique de l'UPAC a été enclenchée après la mort du théologien. La reprise des relations entre l'UPAC et ses partenaires internationaux (dont le Défap) en dépend. Y compris le dégel des subventions versées à l'université camerounaise. ■

ÉLISE BERNIND

1. Disponible en intégralité sur www.reforme.net

DIPLOMATIE. Le président François Hollande était en tournée dans trois pays africains du 1^{er} au 3 juillet.

« Il faut ouvrir les archives »

Les attentes étaient grandes, au Cameroun, à propos de la visite du président François Hollande. On n'avait pas vu de chef d'État français sur le tarmac de Yaoundé depuis 1999, année où « *Chirac l'Africain* » y était venu en visite officielle. Après le Bénin, le 1^{er} juillet, où il a parlé démocratie ; le forum économique de Luanda, en Angola, d'où il est reparti avec près d'un milliard d'euros de contrats ; le chef de l'État a achevé sa tournée le 3 juillet avec le Cameroun.

Le président Paul Biya, 82 ans, est au pouvoir depuis trente-trois ans et n'a manifesté, pour le moment, aucun désir de le quitter. La Constitution l'autorise à se représenter encore une fois en 2018. Ce n'était donc pas des revendications démocratiques des opposants – que Hollande avait promis de rencontrer à l'ambassade de France le soir même – dont les deux hommes pouvaient s'entretenir.

Bien qu'il ait glissé quelques allusions à la longévité record de son homologue, le président français a préféré axer son intervention à la presse sur un dossier non moins détonant : celui de la répression sanglante par la France coloniale, puis par le régime du président Amadou Ahidjo soutenu par les soldats français, des militants nationalistes de l'Union des populations du Cameroun (UPC).

Cette guerre, qui a duré de 1955 à 1971, a fait des dizaines de milliers de victimes. « *Je veux que les archives soient ouvertes pour les historiens* », a déclaré François Hollande. Jamais un président français n'avait évoqué ces événements tragiques de l'histoire de la France coloniale et du Cameroun.

Corruption : 136^e rang sur 175

Hollande espérait-il de cette façon bien disposer son hôte ? Il avait en effet deux épineux dossiers à évoquer avec lui. Le premier était le cas de l'avocate franco-camerounaise Lydienne Yen Eyoum, condamnée à vingt-cinq ans de détention pour « *malversations financières et détournement de fonds publics* » et détenue à la prison de Yaoundé. Le Cameroun est situé au 136^e rang sur 175¹, en termes de perception par les milieux d'affaires des niveaux de corruption passive des administrations et de la classe politique. Un sujet difficile qui, de toute évidence, fâche. Paul Biya n'a pas exclu un éventuel « *geste humanitaire* » tout en protestant de « *l'indépendance de la justice camerounaise* ».

L'autre question délicate était la coopération judiciaire entre la France et le Cameroun, totalement en panne depuis plusieurs années. Nombre d'enquêtes en cours réclament pourtant l'intervention des autorités camerounaises, à commencer par celle de l'assassinat d'Éric de Putter (lire ci-contre).

Seul l'avenir dira si les deux hommes ont trouvé un terrain d'entente en ces deux matières... Dans l'avion de retour, François Hollande a préféré parler de ce qui est le plus consensuel aujourd'hui : la lutte contre le terrorisme en général et contre Boko Haram en particulier, pour laquelle la France forme des militaires camerounais. ■

VALÉRIE THORIN

1. Indice de perception de la corruption 2014. Source : Transparency International

LES ENTRETIENS DE L'ÉTÉ (2). Le sociologue des religions Jean-Paul Willaime estime que la France peut sortir de la crise en se dotant

« On ne réforme pas une société »

QUESTIONS À

Jean-Paul Willaime
directeur d'études à l'École pratique des
hautes études

De quels maux notre société souffre-t-elle ?

En France, on attend trop de l'État, comme si la société ne pouvait être réformée que par le haut. Si importante et nécessaire soit l'action des pouvoirs publics, on ne réforme pas une société par décret. Il est vrai que l'État centralisateur a connu ses heures de gloire, je pense en particulier à la III^e République, à la fondation de l'école publique laïque, puissant vecteur de cohésion nationale, de méritocratie. Mais, dans un contexte de mondialisation et face à la montée des pouvoirs locaux et à l'europanisation, il est urgent d'expliquer quelles sont les marges de manœuvre réelles de l'action étatique nationale et quelles sont les immenses potentialités de la société civile, de ses associations et groupements. Il faut pratiquer le sacerdoce universel des acteurs sociaux !

Un fossé s'est creusé entre les élites et la population. Il y a quelques décennies, les magistères étaient mieux acceptés dans les domaines politique, administratif, religieux, syndical. Aujourd'hui, la suspicion s'applique à toutes les institutions et autorités et divers populismes en profitent. On peut regretter l'affaiblissement de la « *transcendance républicaine* », suivant l'expression de Dominique Schnapper, mais on peut aussi y voir la promesse d'une conception moins messianique, plus modeste et réaliste du politique, avec des élites moins « aristocratiques ». Le désenchantement du politique peut aussi selon moi être une chance pour la démocratie.

Comment sortir de l'ornière ?

D'abord en pratiquant l'humilité. Je suis très frappé du fait que la France peine à entrer avec conviction dans l'europanisation et la mondialisation. Elle peut, à juste titre, se glorifier de son passé, de son apport culturel, philosophique et technico-scientifique.

Mais elle se fourvoie quand elle se perçoit comme une forteresse assiégée au lieu d'assumer positivement la réalité d'un environnement mondialisé et multiculturel. Il existe une voie française qui mène à l'universel, intéressante et originale, que l'on aime parce qu'elle est la nôtre, mais nous devons admettre qu'il existe d'autres chemins possibles. Je préconise une véritable éducation au pluralisme culturel qui nous aiderait à



© OLIVIER ROLLER

« C'est en assumant ses spécificités que l'on peut s'ouvrir à l'altérité »

mieux comprendre le monde décloisonné dans lequel nous évoluons.

Il y a différentes conceptions « de la vie bonne » et différentes façons de concevoir la dignité humaine, y compris dans sa dimension genrée d'homme et de femme. Bien entendu, nous devons rester fermes sur les principes des droits humains fondamentaux – refuser l'ex-

clusion, promouvoir l'égalité des droits, condamner les violences et les discours de haine, combattre le racisme et l'antisémitisme, dénoncer les atteintes à la laïcité et les restrictions à la liberté religieuse.

Mais attention au communautarisme national qui nous empêcherait d'accueillir les autres dans leur altérité !

Construire des forteresses ou renforcer nos frontières, c'est se condamner à vivre dans une impasse.

Comme l'affirme l'écrivain portugais Miguel Torga : « *L'universel, c'est le local moins les murs.* » Autrement dit, il ne faut pas avoir honte des spécificités de son histoire et de sa culture, de sa façon d'habiter le monde comme si,

Un sociologue attentif et optimiste

Rencontrer Jean-Paul Willaime, c'est faire l'expérience d'une espérance partagée.

Quarante années durant, cet universitaire a enseigné la sociologie des religions. D'abord à la faculté de théologie protestante de Strasbourg (de 1975 à 1992) puis à l'École pratique des hautes études (EPHE). Il fait valoir ses droits à la retraite cet été.

Toujours attentif à l'honnêteté intellectuelle, il a souvent souligné que la sociologie, discipline empirique et humaine, respecte les faits, mais ne donne pas de projet normatif. « *Elle ne permet pas non plus d'élaborer des projets d'Église*, dit Jean-Paul Willaime. *On peut aller, en tant que chrétien, à contre-courant des évolutions sociales si l'on estime que c'est nécessaire.* »

Très reconnaissant d'avoir bénéficié d'un climat de liberté académique totale, Jean-Paul Willaime a centré son travail sur la recherche. Il a dirigé de nombreuses thèses, une aventure humaine dont il parle avec ferveur.

Dans les mois qui viennent, directeur d'études émérite, il participera à une vaste enquête sur la gestion locale de la diversité religieuse en France. Il demeurera président du conseil d'administration de *Réforme*. Enfin, Jean-Paul Willaime restera engagé au plan européen, comparant les enseignements du fait religieux sur notre continent. Pour cet enfant des confins, protestant de Charleville-Mézières, la notion de « communauté européenne » est une belle ambition.

F. C.

+ WEB

Découvrez le point de vue de Jean-Paul Willaime sur la réforme des programmes scolaires sur www.reforme.net

d'un projet collectif qui ne dépende pas que des élites et de l'État.

par décrets >>

pour être universel, il fallait être de nulle part. C'est au contraire en assumant ses spécificités et non en les niant que l'on peut s'ouvrir à l'altérité et donc s'inscrire dans la mondialisation.

Cela n'implique-t-il pas un changement des mentalités ?

Cela exige avant tout une éducation à la démocratie attentive à la complexité du monde. Les interdépendances doivent être expliquées plutôt que présentées comme des dangers, des menaces. On sait depuis Montesquieu que la démocratie c'est la séparation des pouvoirs et le Conseil de l'Europe nous rappelle l'importance de l'État de droit et des droits de l'homme dans toute société démocratique. C'est très bien.

Mais la démocratie ne peut pas fonctionner sans démocrates, c'est-à-dire sans des personnes intimement convaincues de son bien-fondé, en particulier sans des jeunes s'engageant avec confiance dans ce système. N'oublions pas qu'Hitler a accédé au pouvoir par des voies démocratiques et prêtons attention aujourd'hui au fait que des centaines de jeunes de nos sociétés sont fascinés par le djihad et le totalitarisme islamiste.

Il nous faut réagir par une véritable éducation au pluralisme et à la culture du débat raisonné, par une exigeante éducation à la complexité ; on ne naît pas démocrate, on le devient.

Cela implique aussi d'établir un rapport plus ajusté à la réalité. Certains sociologues parlent d'« insécurité culturelle ». Même si je me méfie de cette expression pour ce qu'elle pourrait provoquer des retours en arrière ou, pis, la promotion du rejet de l'autre, je dois admettre qu'elle contient une part de vérité. L'ouverture de la société française à la mondialisation crée des inquiétudes. Certains de nos concitoyens se

« Il nous faut mener une véritable éducation au pluralisme et à la culture du débat raisonné »

demandent comment rester eux-mêmes dans cette configuration. Les politiques et les différentes élites ont une responsabilité pédagogique pour aider celles et ceux qui ne comprennent plus le monde dans lequel ils vivent.

Ce qui implique de nommer le réel plutôt que de jouer à cache-cache avec le langage. Je suis frappé par le fait qu'en France on n'ose pas nommer les choses. Une forme de tartufferie nous entraîne à utiliser des circonvolutions. Ainsi parlons-nous de « Français issus de la diversité », comme si nous n'étions pas tous issus d'une forme de diversité. On a peur de nommer la diversité comme si la nommer était déjà sombrer dans

le communautarisme ! Or, accepter quelques statistiques ethniques, dans certaines limites et sous le contrôle des pouvoirs publics, permettrait de mieux révéler les discriminations ethniques réelles qui existent dans la recherche d'un emploi ou d'un logement. Cela suppose enfin de se doter d'un vrai projet collectif. Un chômage élevé et les difficultés de l'insertion professionnelle découragent. Je comprends que le personnel politique soit obnubilé par la nécessité de donner à chacun le travail qui lui permettra d'assurer des conditions de vie décentes. Mais ce n'est pas la réduction du déficit budgétaire qui façonnera un projet collectif.

Nous devons redonner confiance aux individus qui s'engagent, aux groupes intermédiaires, associations, mouvements spirituels ou philosophiques. Ils donnent à la société civile une richesse incomparable. Cesser de tout attendre de l'État. Le travail de consultation devrait être mené beaucoup plus en amont, les acteurs économiques et sociaux mieux entendus. Dans ce cadre, les Églises ont aussi leur rôle à jouer comme éducatrices de confiance et incubatrices d'espérance. C'est ainsi que nos concitoyens sortiront de la désespérance où parfois, hélas, ils se trouvent. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F. CASADESUS

Faire de sa diversité interne un atout

« Le protestantisme français traverse une mutation profonde. Avec, d'une part la dynamique de la poussée évangélique et de sa structuration dans le cadre du Conseil national des évangéliques de France (CNEF) et, d'autre part, la dynamique luthéro-réformée autour de la formation de l'Église protestante unie de France (EPUdF).

Dans ce contexte, le rôle de la Fédération protestante de France, qui rassemble aussi bien les luthéro-réformés que diverses sensibilités évangéliques, est d'autant plus important. Mais, ce qui me frappe, c'est surtout le fait que le protestantisme est, en France, l'une des familles spirituelles la plus marquée par le multiculturalisme. Un nombre important de protestants d'origine africaine, antillaise, asiatique... modifie en effet la base sociale du protestantisme français. On le constate dans les Églises évangéliques mais aussi à l'intérieur même de l'Église protestante unie tant parmi les fidèles que parmi les conseillers presbytéraux et les pasteurs. Nombre d'assemblées cultuelles ne sont plus dominées par les protestants de souche oserais-je dire, ceux dont l'histoire plonge dans ce que Jean Baubérot appelait « l'ethno-protestantisme » (les luthéro-réformés d'origine cévenole, alsacienne, parisienne...). À l'important apport des protestants d'origine catholique vient s'ajouter aujourd'hui celui de fidèles d'origines très diverses.

Beaucoup plus extravertis, voire perçus comme exubérants, ces protestants venus des autres continents bousculent la sobriété et la discrétion des luthéro-réformés. Or cela inter-

vient dans un contexte hypersécularisé où la religion est plus affaire de choix que d'héritage, ce qui implique d'affirmer sans complexe ce que l'on propose et espère.

Tout chrétien se fait professant

Cette religion choisie, plus exigeante, est aussi plus profondément ancrée dans le cœur et l'esprit de ceux qui s'en recommandent. C'est ce que je nomme l'évangélicisation du christianisme, ce qui signifie que tout chrétien se fait professant, assume plus explicitement son engagement. Ce qui se traduit aussi dans le fait de se situer dans un cadre transconfessionnel et œcuménique en se considérant comme chrétien protestant plutôt que comme protestant chrétien, autrement dit en se situant dans la diversité des traditions chrétiennes.

Le défi pour le protestantisme français est aussi de réussir à faire de sa diversité interne un atout plutôt qu'un obstacle afin d'avoir un témoignage clair et audible. Bien que les tendances centrifuges soient fortes au sein du protestantisme français, on peut espérer qu'au moins dans les domaines de l'éthique sociale et de l'éthique environnementale, le protestantisme réussira à développer un témoignage fort en actes et en paroles. Dans ce contexte, son combat pour une laïcité inclusive ouverte au rôle public des religions dans le strict respect de la séparation des Églises et de l'État n'en est que plus pertinent. » ■

PROPOS RECUEILLIS PAR F. C.

DE PAR LE MONDE



Thomas Ferenczi

L'Amérique d'Obama

Le tueur de Charleston voulait, selon un de ses proches, provoquer une nouvelle guerre des races. En assassinant le pasteur Clementa Pinckney et huit autres fidèles de sa congrégation, tous Noirs, le jeune criminel au cerveau dérangé souhaitait relancer le cycle de violences qui n'a cessé d'endeuiller l'histoire des États-Unis au nom de la suprématie revendiquée des Blancs sur les Noirs.

Dans cet État de Caroline du Sud qui fut jadis au cœur du plus grave conflit qu'a connu le pays, la guerre civile des années 1860 entre le Sud esclavagiste et le Nord émancipateur, il s'en est pris à l'une des Églises noires les plus anciennes du sud des États-Unis, et l'une des plus ardentes à combattre la ségrégation raciale, dans l'espoir de susciter une vague de ressentiment et de vengeance.

C'est le contraire qui s'est produit. Les survivants de l'Église agressée ont choisi de répondre par le pardon et la prière au geste fou de l'assassin. Les habitants de Charleston ont organisé des veillées silencieuses plutôt que des marches de protestation. Dans l'éloge funèbre qu'il a prononcé, Barack Obama s'est mis à l'unisson de ce recueillement dénué de colère en entonnant le célèbre chant *Amazing grace*.

Nathalie Leenhardt a salué la semaine dernière dans *Réforme* ce discours exceptionnel dans lequel le premier président noir des États-Unis témoigne de sa foi. Au-delà de la référence religieuse, Barack Obama, en s'interrogeant sur la grâce, donne toute sa force au « rêve américain » qui garde confiance en l'avenir malgré les épreuves. Avec des accents dignes de Martin Luther King, il a exprimé la volonté tranquille d'un peuple meurtri.

Le président américain ne croit pas que le racisme puisse disparaître « d'un coup de baguette » après tant d'années de haine. Il sait aussi que le contrôle des armes à feu, un des moyens de lutter contre ces tueries de masse dont l'Amérique est coutumière, n'est pas pour demain.

Mais en incarnant avec ferveur la nation américaine unie dans le deuil, il a fait progresser la réflexion sur les relations entre Blancs et Noirs. Déjà le drapeau sudiste brandi par le meurtrier a été retiré de plusieurs bâtiments officiels.

C'est un premier pas sur la voie de la tolérance et du respect. ■

GRÈCE. L'Église orthodoxe, malgré son rôle de rempart social, est contestée depuis le début de la crise. Qu'en dit l'homme de la rue ?

Une union douce-amère

L'Église orthodoxe, exonérée d'impôt foncier sur les lieux de culte, a été vivement critiquée depuis le début de la crise en Grèce. Malgré ses actions sociales et humanitaires, certains Grecs lui reprochent toujours de ne pas participer suffisamment à l'effort national.

Dans le quartier populaire de Patisia, à Athènes, le père Nikolaos distribue comme chaque midi près de 120 repas aux Grecs durement touchés par la crise mais également aux migrants dans le besoin. « Nous aidons tout le monde sans aucune différence. Nous sommes dans un quartier où le parti néonazi Aube dorée a essayé de s'implanter mais nous avons résisté grâce à la solidarité », affirme le pope qui organise également des collectes de vêtements et de livres pour les familles les plus démunies du district.

Maria, 66 ans, est bénévole et aide le père Nikolaos pour gérer les collectes mais aussi pour accueillir les fidèles à l'Église. « Je ne comprends pas pourquoi les médias et certaines personnes critiquent tellement le clergé grec. Notre Église fait beaucoup pour les plus pauvres, et nous avons déjà du mal à récolter assez d'argent pour organiser tous les jours des soupes populaires. L'Église n'est pas si riche... », soutient l'ancienne fonctionnaire.

À travers la Grèce, l'Église organise près de 280 soupes populaires et, en 2014, elle a dépensé 121 millions d'euros pour ses œuvres de charité. Mais l'Église grecque est exonérée de l'impôt foncier sur les lieux de culte et n'est pas taxée sur ses activités de charité. Seuls ses biens commerciaux sont imposés. Selon des estimations circulant dans la presse grecque, l'Église, deuxième propriétaire terrien après l'État grec, possède une fortune variant entre 700 millions et 2,5 milliards d'euros.

Une fortune mystérieuse

Mais le mystère entoure toujours la fortune de l'Église car il n'y a aucun cadastre permettant de recenser les biens ecclésiastiques. Outre les quelque 8 000 établissements religieux, le clergé grec possède des terrains, des écoles privées, des hôpitaux, et le Mont Athos, tout un domaine qui échappe au contrôle de l'État. Cependant, à toutes les époques, l'Église a légué une partie de son patrimoine, si bien qu'aujourd'hui elle n'a plus qu'une infime partie de ce qu'elle possédait avant la guerre d'indépendance grecque en 1821.

L'Église sort de temps en temps de son silence face aux critiques persistantes. En 2011, le Saint-Synode avait ainsi publié un communiqué dans lequel il déclarait avoir versé au fisc 12,5 millions d'euros et depuis cette somme aurait augmenté d'après le quotidien *Kathimerini*.

Au café jouxtant la paroisse de Aghios



« La religion orthodoxe est omniprésente dans le quotidien des Grecs. La relation entre l'Église et l'État est très complexe. Notre but est d'arriver à une séparation, mais ce n'est pas réalisable dans l'immédiat », estime Aristides Baltas, le ministre de l'Éducation chargé également des questions de religions.

À quelques mètres de la place d'Aghios Nikolaos, Yannis, ancien professeur de théologie, trouve les critiques faites à l'Église « un peu faciles ». « L'Église orthodoxe a toujours été un ciment pour la société grecque, elle a été présente lors de la guerre d'indépendance, lors de la chute de la dictature et pendant cette crise. À chaque fois que le peuple est en difficulté, elle est à ses côtés », souligne le retraité.

« L'Église orthodoxe n'est pas la seule à bénéficier de ces avantages fiscaux. Les catholiques aussi ont droit à ces privilèges en Grèce et personne n'en parle... », renchérit Yannis.

Par ailleurs, l'historien Olivier Delorme rappelle dans un article publié dans *Le Monde* que les avantages fiscaux de l'Église datent d'après la « Grande Catastrophe », dans les années 1920, lorsque les Grecs d'Asie Mineure étaient massacrés par les Turcs ou contraints à l'exil. À cette époque, les Grecs de Turquie, près de 1,5 million de personnes, furent accueillis en Grèce et l'Église leur distribua des terres et des propriétés. ■

MARINA RAFENBERG

CORRESPONDANCE D'ATHÈNES

Les popes et les évêques sont considérés comme des fonctionnaires et l'État leur consacre près de 250 millions d'euros

Nikolaos, Theodoros est croyant mais ne comprend pas que l'Église n'accepte pas de participer plus activement à l'effort national : « Si le clergé grec redistribuait toute sa richesse, ce n'est pas que des soupes populaires qu'il organiserait, il pourrait sauver tout le pays ! » Son ami, Kostas, partage son avis : « Le gouvernement a tellement de dettes et en plus il doit payer les popes ! L'Église avec tout son argent pourrait les payer elle-même ! » En Grèce, l'Église et l'État ne sont pas séparés. Les popes et les évêques sont considérés

comme des fonctionnaires et l'État leur consacre près de 250 millions d'euros.

Dans son programme préélectoral, le Syriza affirmait qu'il mettrait fin aux exonérations fiscales nombreuses en Grèce. Mais les discours virulents d'Alexis Tsipras se dirigent davantage contre les oligarques, notamment les armateurs, que contre l'Église. Interrogé pendant la campagne en janvier sur la question de la séparation de l'Église et de l'État, Alexis Tsipras était resté assez évasif.

Une relation fusionnelle

Depuis l'indépendance de la Grèce en 1830, l'Église orthodoxe bénéficie d'une position privilégiée dans le pays.

C'était le 26 janvier dernier. Alexis Tsipras, le tout nouveau Premier ministre, prêtait serment au cours d'une cérémonie d'investiture civile, sans la traditionnelle bénédiction religieuse de l'Église orthodoxe. Dans un pays comme la Grèce, cela n'a rien d'anodin.

Pendant près de quatre siècles, la Grèce est administrée par l'Empire ottoman. L'Église orthodoxe grecque dispose alors d'une certaine autonomie. C'est elle, essentiellement, qui assure la représentation des Grecs auprès des autorités. Lors de la lutte d'indépendance, amorcée en 1821, l'orthodoxie constitue un important élément unificateur.

Une fois l'indépendance acquise, les liens entre l'État nation grec et l'Église orthodoxe s'affermirent. L'affiliation à l'orthodoxie apparaît progressivement « comme condition d'une pleine appartenance à la communauté nationale », ainsi que le rappelle l'historienne Isabelle Dépret, spécialiste des rapports entre Église et État en Grèce.

La question des « privilèges »

L'article 3 de la Constitution de 1975 qualifie l'Église orthodoxe de « religion dominante » en Grèce. Dans les écoles publiques, les élèves commencent leur journée par une prière collective,

et deux heures de cours d'éducation religieuse orthodoxe sont dispensées chaque semaine (les élèves peuvent en être dispensés). L'article 16 de la Constitution dispose en outre que l'un des objectifs de l'éducation est le « développement de la conscience nationale et religieuse ». Cultes et éducation sont d'ailleurs réunis au sein du même ministère.

Mais ce n'est pas tout : les prêtres sont rémunérés par l'État, et ses métropoles (diocèses), paroisses et monastères sont exemptés d'impôts sur la propriété foncière. Régulièrement, la question des « privilèges » accordés à l'Église revient sur le devant de la scène, parfois à la faveur d'un scandale politico-financier. Depuis le début de la violente crise financière, en 2009, cette question résonne d'un écho amplifié. L'arrivée au pouvoir de la coalition de la gauche radicale Syriza, favorable à un État laïc, a d'abord suscité l'émoi au sein de la hiérarchie orthodoxe. Allait-on assister à une remise en cause de leur relation avec l'État ?

Pour l'instant, non. Athée déclaré, Alexis Tsipras n'en ménage pas moins l'Église, dans un pays où 90 % de la population se revendique de l'orthodoxie. C'est aussi que l'Église est en première ligne dans l'aide caritative, en fournissant repas et médicaments à une part croissante de la population, de plus en plus précarisée. Plus prosaïquement, modifier la Constitution réclamerait beaucoup de temps et une forte volonté politique. La Grèce a bien d'autres priorités actuellement. ■

LOUIS FRAYSSE

BOSNIE-HERZÉGOVINE. Le 11 juillet 1995, l'enclave bosniaque de Srebrenica tombait. Plus de 8 000 hommes étaient exécutés, le pire massacre commis en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Il y a vingt ans, Srebrenica

Les pierres blanches des *nishan*, les tombes musulmanes, couvrent les collines de Potocari. C'est ici, le 11 juillet 1995, que s'est jouée l'une des pires tragédies du XX^e siècle finissant. Potocari est un faubourg industriel de Srebrenica. Ses usines abandonnées ont abrité le Q.G. du *Dutchbat*, le bataillon de « casques bleus » néerlandais chargé de protéger l'enclave bosniaque, proclamée en 1993 « zone de sécurité » des Nations unies. Lors de la chute de la ville, les soldats du général serbe Ratko Mladic y procédèrent au tri entre « les hommes en âge de combattre » et les femmes, les enfants, les vieillards. Aujourd'hui, les pas résonnent dans les immenses salles vides de l'ancienne usine de batteries, où l'eau s'infiltrait les jours de pluie.

Fosses communes

De l'autre côté de la route, le mémorial de Potocari est régulièrement visité par les familles des survivants et quelques groupes scolaires, mais il ne s'anime guère que le 11 juillet, lors des commémorations qui attirent chaque année les plus hautes autorités morales et politiques de la planète. Entre les deux, une petite bâtisse de tôle. C'est la boutique à souvenirs de Fadila Efendic. « *Mon mari et mon fils ont été assassinés par les Serbes en 1995. Aujourd'hui, je vis seule, et plutôt mal*, raconte la vieille dame, son voile soigneusement noué autour du visage. *Mais chaque jour, je me lève et je me dis que je peux encore travailler, parce que j'ai besoin d'argent. De mon magasin, je regarde les tombes. Je voudrais que le maximum de personnes viennent ici pour comprendre ce qui s'est passé.* »

Tout s'est passé très vite après la prise de Srebrenica. Les massacres perpétrés par les troupes de Ratko Mladic ont eu lieu les 14, 15 et 16 juillet. Les



© LAURENT GESLIN

Bosniaques étaient d'abord rassemblés dans des lieux de détention improvisés – usines, écoles, casernes, complexes sportifs... – repérés au préalable jusqu'à 70 kilomètres de la ville, avant d'être emmenés dans des sites moins visibles où ils étaient fusillés puis jetés dans des fosses communes. Devant le TPIY (tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie), les témoignages des Serbes décrivent l'horreur de la tuerie. « *Les corps étaient entassés dans une sorte de hangar. Par une petite porte, cinq hommes sortaient les cadavres et les jetaient en tas. Quand celui-ci était*

assez haut, je prenais les corps avec ma pelle mécanique et je les versais dans un camion. Je portais un masque. Mais la puanteur traversait. J'avais envie de vomir. On a dû me remplacer », détaillait en 2003 le témoin protégé P-140.

Le mémorial de Potocari recense 8 372 victimes. Les dernières identifiées sont inhumées chaque 11 juillet. C'est le centre d'identification de Tuzla qui est en charge de ce travail de fourmi grâce auquel plus de 7 000 disparus ont retrouvé leur identité. Ce centre fait partie de la Commission internationale sur les personnes disparues (ICMP), un pro-

Le mémorial de Potocari recense 8 372 victimes

gramme lancé en 1996 par le président américain Bill Clinton. Avec le temps qui passe, les identifications sont de moins en moins nombreuses – 520 en 2012, 175 en 2014 et probablement moins de cent cette année –, ce qui renforce la douleur et l'inquiétude des survivants qui n'ont pas retrouvé les restes de leurs proches. « *Nous continuerons à nous battre tant que nous n'aurons pas découvert le corps de la dernière victime. Ma mère est morte avant d'avoir pu retrouver son unique fils, mais moi je continue à le chercher* », explique Nura Begovic, la présidente de l'Association des Femmes de Srebrenica.

« Je voudrais que le maximum de personnes viennent ici pour comprendre ce qui s'est passé »

Irvin Mujcic avait quitté Srebrenica dès le début des combats, au printemps 1992 avec sa mère et sa sœur. Il venait de fêter ses quatre ans. Son père, resté pour défendre ses biens, est toujours porté disparu. « *Le dernier témoignage de mon père vivant date du 14 juillet. C'est celui d'une de mes tantes, qui était avec lui dans la base des Nations unies à Potocari. Il y avait aussi l'un de ses meilleurs amis. Celui-ci a été retrouvé il y a huit ans dans une fosse commune, mais on n'a jamais découvert la moindre trace de mon père* », raconte le jeune homme, revenu vivre dans sa ville natale, « *pour ne pas oublier ce qui s'est passé* ». « *Nier le génocide, ce serait comme tuer mon père une seconde fois.* »

À l'entrée de la petite commune de Bratunac, à une dizaine de kilomètres à peine du mémorial de Potocari, un autre monument, surmonté d'une grande croix noire, rappelle la mémoire des 3 267 Serbes tués dans la région entre 1992 et 1995. La population de Bratunac est majoritairement serbe. Durant la guerre, c'est dans cette bourgade qu'étaient stationnées les unités qui attaquaient Srebrenica et, aujourd'hui encore, bien peu de réfugiés bosniaques sont revenus y vivre.

Massacre contre massacre, chiffres contre chiffres. Dans un pays divisé, la mémoire est forcément divisée. En décembre 1995, les accords de paix de Dayton ont entériné le découpage à base ethnique de la Bosnie-Herzégovine, aujourd'hui scindée en deux entités : la Fédération croato-bosniaque et la Republika Srpska. Le nom de Srebrenica reste attaché à cette tragédie qui symbolise la faillite des Nations unies, incapables de protéger ce territoire pourtant déclaré « zone de sécurité » deux ans plus tôt. Aujourd'hui, Srebrenica est le miroir d'une Bosnie-Herzégovine divisée, un révélateur des errements internationaux dans ce pays à la souveraineté toujours limitée. ■

JEAN-ARNAULT DÉRENS ET SIMON RICO ENVOYÉS SPÉCIAUX À SREBRENICA

Le « paradoxe » de Srebrenica

Comment vivre après le génocide ? Aujourd'hui, Srebrenica compte 6 000 habitants, contre 37 000 avant la guerre. Bosniaques et Serbes, confrontés aux mêmes difficultés, vivent en bonne intelligence.

Un seul club de football, que tout le monde soutient, une seule école qui scolarise les enfants des deux communautés... Srebrenica serait-elle un « modèle » de cohabitation dans une Bosnie-Herzégovine toujours divisée ? « *Notre problème, ce ne sont pas les différences communautaires, c'est le manque d'habitants* », soupire Mirza Ibrahimovic, directeur du seul supermarché de la ville. Vingt ans après la guerre, Srebrenica demeure toujours une ville sinistrée.

Ce sont les difficultés de la vie quotidienne qui rendent indispensable l'entraide et la solidarité, par-delà les barrières ethniques. « *Si ma voisine serbe a besoin que je lui coupe du bois, je le fais, et je sais que je peux compter sur le tracteur de son mari* », explique Amir Mehdmedovic, un ancien combattant bosniaque. Ces échanges de service font partie des règles du *komsiluk*, le « bon voisinage », qui a régi durant des siècles les relations entre les différentes communautés de Bosnie-Herzégovine.

Les plus optimistes noteront que, l'an dernier, cinq mariages mixtes ont été célébrés à Srebrenica. Du jamais vu depuis la guerre.

J.-A. D. ET S. R.

Maladie de Lyme ▶ Un problème de santé publique largement méconnu ▶ Entretien avec Viviane Schaller, biologiste ▶ La prise en charge en Allemagne et aux États-Unis

DOSSIER RÉALISÉ PAR N. LEENHARDT AVEC D. BERLIOZ (BERLIN) ET N. TAYLOR (LOS ANGELES)

Gare à la tique

SANTÉ PUBLIQUE. Les tiques porteuses de la borréliose de Lyme sont en augmentation. Résultat : de plus en plus d'individus contractent la maladie. Beaucoup ne reçoivent ni diagnostic, ni traitement appropriés.

Out a commencé en 2007. Séverine, une grande sportive en pleine santé, tombe malade. Parce qu'elle rentre d'un voyage au Mali, on pense qu'elle a contracté des bactéries. Ses analyses de sang ne sont pas bonnes : chute de globules rouges, manque de fer, on lui parle alors d'une myélodysplasie de la moelle osseuse qui atteint habituellement les personnes âgées. Sans aucune certitude. Puis, au fil des années, les hospitalisations s'enchaînent pour d'autres causes : méningite, terribles vertiges attribués faute de mieux à un problème d'oreille interne, vomissements importants. À quoi s'ajoutent perte de cheveux, déchaussement des dents, douleurs articulaires, cœur qui s'emballe, difficultés respiratoires. À chaque fois, Séverine s'entend répondre qu'elle n'a... rien. Aux urgences, on la renvoie chez elle au bout de 48 heures, sans jamais faire de liens entre ces différents épisodes. Son médecin traitant baisse les bras. Le praticien de SOS médecins lui fait même comprendre que tout est dans sa tête ! Et si elle était folle ?

C'est une rhumatologue qu'elle consulte pour ses douleurs articulaires qui va mettre Séverine sur la voie. Elle-même s'est documentée sur une maladie encore largement méconnue, la borréliose de Lyme. Elle incite Séverine à faire des tests qui, hélas, comme c'est souvent le cas, se révèlent négatifs. Au bout de quelques mois d'antibiotiques, la rhumatologue passe le relais : le cas de Séverine devient trop lourd, ses symptômes trop importants. Celle-ci raconte : « À cause des vertiges, je ne peux plus rien prévoir. Certains jours, je

ne peux pas me lever et aller travailler. » Comme Séverine, ils sont nombreux, ces malades à la recherche du service hospitalier qui voudra bien, enfin, les prendre en charge, leur dire ce qu'ils ont, les traiter, comme c'est notamment le cas de l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches. C'est là qu'officialie le professeur Christian Perronne, un des plus grands – et rares – spécialistes français de Lyme. « À Garches, ils sont débordés par les demandes, explique Nathalie, malade et bénévole à l'association France Lyme. En France, il y a trop peu de praticiens hospitaliers qui connaissent vraiment cette maladie, nous sommes confrontés à un véritable déni sur Lyme. »

Borrelia burgdorferi

Pour Séverine comme pour Nathalie, la vie a basculé à cause d'une tique. La bestiole était cachée dans une forêt ou au milieu des herbes folles. C'est là qu'elle attendait le passage d'un être vivant, pour se laisser tomber et s'accrocher.

« Les associations reçoivent des appels de malades désemparés, qui ne savent plus vers qui se tourner »

Séverine se souvient bien d'avoir été piquée, sans ressentir de douleur, mais n'avait jamais entendu parler de Lyme, du nom d'une petite ville américaine.

C'est en effet dans cette bourgade du Connecticut qu'est repéré l'agent pathogène transmis par les tiques. La bactérie, identifiée en 1982 par Wilhem Burgdor-



L'information sur les dangers de la tique porteuse de la borréliose de Lyme démarre enfin

fer, est baptisée *Borrelia burgdorferi*. Et depuis, elle n'a cessé de proliférer. On a découvert depuis qu'il existe quelque 300 espèces de borrelia...

Selon l'Institut Pasteur, entre 12 000 et 15 000 nouveaux cas sont détectés chaque année dans l'Hexagone. Mais ces chiffres, selon les associations de patients, sont bien en deçà de la réalité. Le réseau Sentinelles évoque, lui, 35 000 cas. Ces associations en font empiriquement l'expérience : elles ne cessent de recevoir des messages ou des appels de malades désemparés, abandonnés par leur médecin, traités « de petite chose » ou « d'hypocondriaque » par leur entourage, et qui ne savent plus vers qui se tourner. Et les bénévoles font ce qu'ils peuvent pour informer, alerter, soutenir alors qu'ils sont eux-mêmes... malades !

Car la pathologie est complexe – ses symptômes pouvant être ceux de beaucoup d'autres pathologies – et mal connue des généralistes. Problème : quand certains finissent par soupçonner une borréliose, les tests pour un diagnostic définitif ne sont pas suffisamment fiables. Repérée tôt, grâce à l'érythème migrant, une éruption rouge en forme de cercle qui survient après la piqûre, la maladie se soigne bien avec des antibiotiques. En

revanche, quand elle n'est pas soupçonnée, quand il n'y pas d'érythème, elle peut évoluer vers des pathologies très graves : troubles neurologiques, manifestations rhumatologiques ou cardiaques.

Pourtant, face à ce constat plus qu'inquiétant, la mobilisation n'est pas générale. Et Lyme est aujourd'hui au cœur d'une véritable guerre entre praticiens, entre ceux qui dénoncent l'incurie face à cette pathologie et ceux qui pensent, au contraire, qu'elle est bien prise en charge et soignée, et souvent surestimée. Une guerre qui peut se révéler d'une violence rare, avec, telles des épées de Damoclès, la question de la fiabilité des tests de dépistage et celle des traitements.

Un médecin paie aujourd'hui les frais de cette méfiance généralisée. Comme deux autres collègues de sa région, il est dans le collimateur de la section des assurances sociales de première instance de l'ordre des médecins. Il vient d'être condamné à plusieurs mois de suspension de son activité. Il est accusé, entre autres, de « compéragage avec un laboratoire d'analyses ». Pas moins. Il explique : « Quand j'ai supposé que j'avais Lyme, des amis médecins m'ont orienté vers le laboratoire de Viviane Schaller, à Strasbourg, et j'ai suivi une formation sur la maladie de Lyme. Cette biologiste a, appa-



© ANTOINE NOUIS

(ici dans un square parisien)

ser, voire récidiver. Au procès Schaller, le professeur Péronne n'a-t-il pas lancé : « *Il y a une sous-estimation dramatique de cette maladie...* »

Pourtant, en dépit de ce sombre tableau, les choses avancent. En décembre 2014, le Haut Conseil de la santé publique, saisi par Marisol Touraine en juillet 2012, publiait son rapport sur la borréliose de Lyme. L'enjeu de santé publique qui couvait semble – enfin – pris à sa juste mesure. Car du fait du réchauffement climatique, les tiques se multiplient, sans être, heureusement, toutes porteuses de l'agent pathogène.

Elles migrent partout. Le père de Nathalie, elle-même atteinte depuis trente ans, a été piqué dans son jardin, en région parisienne. Sophie, bénévole à France Lyme et malade depuis trois ans, vit en Normandie. Les animaux domestiques, les oiseaux peuvent être porteurs. Personne n'est à l'abri. Et personne ne le sait, sauf les responsables scouts et... les chasseurs !

Le ministère se mobilise

C'est pourquoi l'information devient un des enjeux capitaux de la lutte contre ce qu'il faudra bien appeler un jour une pandémie. Grâce à l'intervention de Chaynesse Khirouni, les trois principales associations de malades (Lyme sans frontières, France Lyme et Lym' P.A.C.T.) ont été reçues au ministère de la Santé, le 24 juin, pour faire le point sur les actions menées contre ce fléau.

La députée socialiste s'est emparée du dossier quand des malades sont venus la voir dans sa permanence en Meurthe-et-Moselle, où les tiques sévissent. En avril, elle déposait un amendement au projet loi santé pour que se développent, au niveau des régions, des mesures de prévention et de formation des professionnels de santé. « *L'urgence, à ma place de législateur, est que soient mises en œuvre les recommandations du Haut Conseil de la santé publique notamment sur la fiabilité des tests et sur les protocoles de soins.* »

Et de souligner combien il est important qu'au nom de la démocratie sanitaire les malades soient entendus. Leurs représentants sont sortis rassurés de la rencontre du 24 juin.

Les mesures annoncées vont dans le bon sens : actions en direction des laboratoires, contrôles des tests, information des généralistes, recherche sur les autres modes de transmission de la maladie (aux États-Unis, on parle des poux, de MST), introduction d'un module pendant les études médicales, réalisation de panneaux d'avertissement à l'orée des chemins forestiers...

Tout cela est indispensable pour demain. Restent les questions pour aujourd'hui : *quid* de la prise en charge des malades chroniques ou victimes de co-infections puisque les tiques, acariens peu étudiés, sont porteuses de bactéries méconnues ? *Quid* des médecins qui prennent le risque de les soigner ? ■

NATHALIE LEENHARDT

TESTS. Pour avoir voulu aider les malades de Lyme, Viviane Schaller, biologiste à Strasbourg, a été condamnée en novembre dernier pour « escroquerie à la Sécurité sociale ». Elle a fait appel.

« J'ai été spoliée de mon instrument de travail »

Viviane Schaller est tout à la fois une femme blessée et une battante. Son histoire, qu'elle raconte dans un livre publié le 2 juillet, est hallucinante, au pays de l'un des meilleurs systèmes de santé du monde... Dans les années 2006-2007, cette biologiste, qui a ouvert un laboratoire d'analyses à Strasbourg en 1988, découvre, en discutant avec les patients, que quelque chose ne va pas. Le test Elisa, prôné dans le cas d'un soupçon de Lyme par le CNR (Centre national de référence des borrélioses), se révèle très souvent négatif. Un médecin l'interroge : « *J'ai tous les symptômes de Lyme, mon test est négatif, pourquoi ?* »

Viviane Schaller se met alors en recherche et découvre que le test Elisa manque clairement de fiabilité. Avec des généralistes de la région – l'Alsace est particulièrement infestée par les tiques –, elle décide qu'un autre test, le Western Blot, doit être systématiquement utilisé quand les résultats d'Elisa se révèlent douteux. Peu à peu, des médecins de toute la France lui envoient des sérologies de patients.

Traînée dans la boue

Résultat : Viviane Schaller dérange en osant remettre en cause la fiabilité des tests prônés par le CNR. « *Le test Elisa a été conçu, aux États-Unis, pour des souches américaines. Or les souches européennes sont très différentes* », explique-t-elle. Pour comprendre ce qui arrivait aux patients, elle va donc tester, pour « son » Western Blot, cinq souches de borrelia au lieu d'une. Une démarche que récuse le professeur Jaulhac, directeur du laboratoire associé au CNR, rejetant l'idée que mélanger le nombre de souches rende le test plus efficace.

Les relations vont s'envenimer avec notamment le professeur Daniel Christmann, infectiologue au CHU de Strasbourg, ancien directeur du laboratoire associé au CNR. « *À plusieurs reprises, j'ai cherché à établir un dialogue avec les professeurs Jaulhac et Christmann mais je n'ai jamais eu de réponse à mes propositions de rendez-vous*, raconte-t-elle. *Fin 2011, le Pr Christmann a envoyé à l'Agence régionale de santé (ARS) d'Alsace un courrier m'accusant de rendre des résultats de Lyme faussement positifs à 90 %, mettant ainsi en danger des malades. Ces statistiques étaient basées sur des comparatifs entre leur protocole, qui considère Elisa fiable et leur test Western Blot avec une seule souche de borrelia meilleur que le mien.* »

Résultat : l'ARS enjoint Viviane Schaller à fermer son laboratoire du 13 février au 13 mars 2012. C'est un choc, d'autant

que des médecins, comme Pierre Kieffer, du CHU de Strasbourg, qui juge, dans *L'Alsace*, Lyme « *bien connue* » et « *parfois surestimée* », l'accuse d'être un « *escroc* », qui « *s'enrichit aux dépens de patients crédules* », s'acharnent.

L'ARS ne la lâchera plus et finira par déposer plainte pour enrichissement au détriment de la Sécurité sociale. Pourtant, jusqu'alors, quatre autres caisses d'assurance maladie, conscientes de la nécessité du Western Blot, n'avaient rien trouvé à redire au remboursement de ce test. « *J'ai été entraînée dans la boue dans les journaux, c'était terriblement humiliant. Habituellement, dans ce genre d'affaires, on ne donne pas le nom complet du praticien, juste une initiale. Pas dans mon cas...* »

Le 31 mai 2012 au soir, Viviane Schaller apprend qu'elle doit définitivement fermer, dès le lendemain, son laboratoire. « *J'ai été spoliée de mon instrument de travail. Et que fallait-il faire de tous ces sérums de malades qui attendaient leurs résultats ?* » Son procès pour préjudice à la Sécurité sociale s'ouvre en septembre 2012, est repoussé. En novembre 2014, le tribunal correctionnel de Strasbourg la condamne à neuf mois de prison avec sursis pour escroquerie et à verser 280 820 euros à la CPAM au titre de dommages et intérêts. Elle a fait appel devant la cour de Colmar.

Viviane Schaller se veut confiante. Le rapport du Haut Conseil de la santé publique sur la borréliose de Lyme, publié en décembre 2014, pose la question de la fiabilité des tests et le ministère de la Santé a confirmé, le 24 juin, le lancement « *d'une évaluation sur les performances des kits de souches* ». Elle espère aussi que la conférence de consensus de 2006 sera débattue. « *J'ai toujours dit la même chose que les professeurs Perronne, Montagnier et que les médecins du groupe Chronimed sur les infections froides. Il est temps que l'on nous prenne au sérieux ! Car, pendant ces polémiques, les cas des malades s'aggravent, ils développent des pathologies dégénératives.* »

Viviane Schaller refuse de baisser les bras. « *J'ai mis en évidence des milliers de faux négatifs en procédant à un contrôle systématique par un Western Blot plus performant. C'est un combat acharné pour que les malades de Lyme soient enfin pleinement reconnus, qu'on leur propose des tests sûrs. Cessons de les prendre en otages. J'y ai sacrifié mon labo, j'ai été radiée par le Conseil de l'ordre des biologistes. Mais je maintiendrai le cap, mon éthique protestante m'y pousse.* » ■

N. L.

À SAVOIR

France Lyme

www.francelyme.fr

Lyme sans frontières

www.associationlyme-sansfrontieres.com/

Lym' P.A.C.T.

www.lympact.fr

Chronimed

www.reseauborreliose.fr

Maladie de Lyme

L'épidémie

qu'on vous cache ;

le cri d'alarme

d'une biologiste

Viviane Schaller

éd. Thierry Souccar

16,90 €.

ÉTATS-UNIS. Si la maladie de Lyme est plutôt bien traitée, des patients veulent faire reconnaître son caractère chronique.

La « Lyme War » fait... rage

Découverte dans une petite ville du Connecticut appelée Old Lyme, auprès d'un groupe d'enfants souffrant d'arthrite, la maladie de Lyme est en constante progression aux États-Unis depuis 20 ans, dans le nord-est et le Midwest du pays. Selon l'Agence américaine de santé publique, le Center for Disease Control and Prevention (CDC), près de 30 000 cas ont été signalés en 2013, contre 10 000 en 1995. Des chiffres qui ne représenteraient que la partie visible de l'iceberg, le nombre de cas réels tournant plutôt autour de 300 000, selon une récente estimation du CDC.

Régulièrement évoquée dans les médias par le biais de célébrités atteintes de la maladie, à l'instar de l'ancien président américain George W. Bush, soigné en 2006, ou plus récemment de la chanteuse Avril Lavigne, cette épidémie fait actuellement l'objet d'une vive polémique. Baptisée « Lyme War », la « guerre de Lyme », par les journaux, l'affaire oppose la communauté médicale à des groupes de patients, qui reprochent aux praticiens de ne pas reconnaître le caractère chronique de la pathologie.

Des médecins mieux formés

« Certaines personnes [environ 10 % des malades traités contre la maladie de Lyme, *ndlr*] souffrent de symptômes non spécifiques : fatigue, douleurs de causes inconnues, que la médecine classique n'est pas parvenue à soigner. Elles sont à la recherche de réponses et sont très vulnérables aux pratiques médicales alternatives qui assurent pouvoir leur fournir des diagnostics et des traitements », explique le Dr Gary Wormser, l'un des grands spécialistes américains de la maladie de Lyme, qui dirige le département des maladies infectieuses du New York Medical College. Comme la majorité de ses confrères, le médecin est opposé à la prise d'antibiotiques sur le long terme, réclamée par certains malades : afin d'éviter le développement de micro-organismes résistants, et parce qu'il n'est pas convaincu que ces symptômes postérieurs au traitement soient liés à la maladie de Lyme.

Un point de vue critiqué par l'écrivain à succès Amy Tan, qui estime être atteinte de cette forme chronique de la maladie. « Les médecins qui ne suivent pas ces règles sont menacés d'être suspendus, tandis que leurs patients sont traités d'hypochondriaques et doivent payer de leur poche des frais de santé exorbitants », dénonçait-elle dans un éditorial dans le *New York Times*, en 2013.

Le Dr Phillip Baker, directeur de l'American Lyme Disease Foundation (ALDF), est en guerre contre le « pullulement des sites Internet, des associations et autres groupes de pression qui participent à une véritable campagne de désinformation en disséminant des données erronées sur la maladie de Lyme ». Pour le directeur de l'ALDF, cette désinformation est liée à la difficulté du diagnostic. « Dans 60 % à 80 % des cas, il y a la trace d'une piqûre et les antibiotiques sont généralement efficaces. Mais dans le cas inverse, cela peut être plus compliqué », reconnaît-il, tout en rappelant que les professionnels de santé américains sont aujourd'hui de mieux en mieux formés face à cette maladie. ■

NOÉMIE TAYLOR-ROSNER
CORRESPONDANCE DE LOS ANGELES

ALLEMAGNE. Plus de médecins spécialisés, davantage de prévention et de recherche... En Allemagne, la maladie de Lyme est mieux connue et mieux traitée qu'en France. Une clinique spécialisée dans le traitement de la borréliose y a vu le jour.

Des tiques surveillées

En tant que médecin généraliste à Augsburg pendant 17 ans, le docteur Carsten Nicolaus s'est souvent trouvé confronté à la maladie de Lyme. « Je voyais de plus en plus de patients touchés par cette infection chaque année », assure-t-il. En 2010, il donc a fondé avec le docteur Armin Schwarzbach le BCA, le « Borreliose Centrum Augsburg », en plein cœur de la Bavière. « Nous sommes la seule clinique au monde spécialisée dans les borrélioses, dont fait partie la maladie de Lyme. Ce sont des infections transmises par des tiques. » Depuis, le docteur Schwarzbach a fondé son propre laboratoire de dépistage des borrélioses.

Ils ne sont pas les seuls à s'intéresser à cette maladie outre-Rhin. Les sites Internet et les articles consacrés à ce sujet sont bien plus fréquents que dans l'Hexagone. Tout comme le sont les médecins spécialisés. La société allemande de la Borréliose a été fondée en 2004 et regroupe à ce jour 265 docteurs et scientifiques qui s'occupent de cette infection.

« Dans les années 80 et 90, nous avons eu de nombreux cas d'encéphalite à tiques, un virus transmis par ces acariens », explique le docteur Schwarzbach. Il y a eu de grandes campagnes de prévention et de vaccination. La maladie de Lyme est venue plus tard. Mais nous avons déjà conscience que les morsures de tiques pouvaient être dangereuses. »

Médecines alternatives

De plus, selon le docteur Schwarzbach, il serait plus facile pour un médecin allemand que pour un Français de se spécialiser dans cette infection. Ayant travaillé comme consultant pour le Haut Conseil de la santé publique à Paris, il a constaté que le système médical « est plus libéral en Allemagne. Nous avons beaucoup de médecines alternatives, complémentaires, comme des guérisseurs naturels, qui sont reconnus par l'État », assure le médecin bavarois. Un docteur peut donc se permettre plus de choses ici. En France, si vous parlez de borréliose, vous êtes tout de suite menacés. Regardez le laboratoire Schaller à Strasbourg ! » Viviane Schaller a en effet été poursuivie en justice pour avoir mis en œuvre de manière non réglementaire une procédure de dépistage de la maladie de Lyme.

Selon le docteur Nicolaus, les autorités allemandes apporteraient également plus d'attention aux maladies transmises par les tiques. « Depuis plusieurs années, nous avons dans chaque Land un centre qui collecte les tiques afin d'en



Le docteur Nicolaus a créé la seule clinique au monde spécialisée dans Lyme

étudier les agents pathogènes. De plus, les médecins sont désormais obligés de signaler chaque cas d'érythème cuisant, cette rougeur qui est le premier symptôme d'une infection liée à des tiques. »

Ainsi, on estime en Allemagne que 60 000 à 100 000 personnes seraient touchées chaque année par la borréliose de Lyme, contre 27 000 en France. Mais ces chiffres officiels seraient encore en dessous de la réalité, car de nombreux cas ne seraient jamais diagnostiqués. En Allemagne, comme en France, on utilise avant tout le test sérologique Elisa. « Ce test n'est pas très fiable, et donne souvent de faux négatifs », nuance Carsten

« Nous avons des patients français chaque semaine, car ils ne trouvent pas de traitement adapté dans leur pays »

Nicolaus. Toutefois, de ce côté du Rhin, de nombreux laboratoires proposent également d'autres tests afin de mieux diagnostiquer la maladie de Lyme : des tests cellulaires. Notre système immunitaire réagit en effet de deux manières face à une infection : en créant des anticorps, détectés par les tests sérologiques, ou avec des cellules tueuses naturelles, comme les lymphocytes T, qui sont repérés notamment par le test Elispot-LTT.

« Dans notre clinique, nous utilisons toutes les méthodes de diagnostic possibles. Nous recevons chaque jour des échantillons en provenance du monde

entier. » Le centre d'Augsburg traite aussi entre 3 000 et 4 000 malades chaque année, dont 60 à 70 % d'étrangers. « Nous avons des patients français chaque semaine, car ils ne trouvent pas de traitement adapté dans leur pays », constate le docteur Nicolaus. La plupart des patients viennent simplement en consultation, et se font prescrire des traitements d'antibiotiques. Dans 5 à 10 % des cas, les plus graves, les malades effectuent un séjour à la clinique afin d'y suivre un programme complet de rééducation. « Cela concerne notamment les personnes atteintes de troubles neurologiques, ou qui sont en fauteuil roulant à cause de cette maladie », ajoute le docteur Nicolaus.

Ce spécialiste souhaite également faire davantage connaître la borréliose de Lyme à ses confrères : « Jusqu'en 2004, l'infectiologie n'était pas enseignée dans les universités de médecine allemandes. De nombreux médecins n'ont donc aucun savoir de base sur les infections bactériennes. Ils connaissent certes la borréliose de Lyme, mais ils y associent souvent une maladie bénigne qui se soigne simplement avec deux semaines d'antibiotiques. Ils ne sont pas familiers des complications qu'elle peut causer, comme des paralysies. »

Sa clinique offre donc des formations aux médecins qui voudraient en apprendre plus sur cette maladie, qu'ils soient allemands ou étrangers. ■

DÉBORAH BERLIOZ
CORRESPONDANCE DE BERLIN

LES FIGURES DU PREMIER TESTAMENT (JACOB 6). Le dernier chapitre de la Genèse raconte la fin de Jacob qui institue Juda comme héritier. Puis la mort du patriarche et celle de Joseph.

LI·RE·

Le testament de Jacob

Jacob a passé les dernières années de sa vie en Égypte, puis il meurt après avoir béni ses fils. Il a demandé à Joseph d'être enterré dans le caveau de ses pères.

Jacob a vécu dix-sept ans en Égypte. Avant de mourir, comme un vrai père de famille, il a béni ses enfants. Il a commencé par poser la main sur la tête de Éphraïm et Manassé, les deux fils de Joseph, puis il a eu une parole pour chacun de ses autres fils. Ce récit institue Juda, qui n'est pourtant pas l'aîné de la fratrie, comme l'héritier de la promesse.

Nous avons déjà vu qu'il n'a pas choisi l'aîné, Ruben, car il avait couché avec Bilha, la servante de Rachel qui était aussi sa concubine (Gn 35,22), ni Siméon et Lévi, les suivants, parce qu'ils avaient massacré les habitants de Sichem (Gn 34,25-26). C'est le quatrième fils, Juda, qui est porteur de la bénédiction. Grâce à cette bénédiction, les enfants d'Israël s'appellent Juifs, nom qui vient de Juda.

David et Jésus sont des descendants du quatrième fils de Jacob, et c'est la capitale du royaume de Juda, Jérusalem, qui est devenue la ville dans laquelle a été construit le temple.

Enterrement

Puis Jacob meurt. S'il a vécu les dernières années de sa vie en Égypte, il n'est qu'un émigré de fraîche date, c'est pourquoi il a demandé à Joseph de l'enterrer à Hébron, dans la caverne de Makpéla, auprès de ses parents Isaac et Rébecca, et de ses grands-parents Abraham et Sara. Aujourd'hui encore, le tombeau des Patriarches est un monument en Israël. La question du lieu de la sépulture a toujours été affectée d'une charge symbolique forte. Un ami africain, qui était arrivé en France jeune adulte, m'a raconté que la dernière fois qu'il est retourné dans son pays sa mère lui a demandé s'il se ferait enterrer dans la terre de ses ancêtres. Il a répondu qu'il souhaitait plutôt être enterré en France qui est le pays de ses enfants.

Le livre de la Genèse se termine par la mort de Joseph. Ce dernier se fait enterrer en Égypte mais il fait prêter aux fils d'Israël le serment suivant : « Lorsque Dieu interviendra en votre faveur, vous ferez remonter mes osse-

ments d'ici. » (Gn 50,25). En obéissance à cette parole, le peuple emportera avec lui le cercueil de Joseph au moment de l'Exode (Ex 13,19). Joseph veut être enterré dans la terre de ses enfants, mais il veut suivre ces derniers s'ils ne restent pas en Égypte. Lors de l'exode des pieds-noirs qui ont quitté l'Algérie, certaines familles ont emporté avec elles le cercueil de leurs ancêtres.

Revenons à Jacob. Le texte dit que son corps a été embaumé en Égypte. Les soins mortuaires ont duré quarante jours, et Jacob a été pleuré par les Égyptiens pendant soixante-dix jours. Puis Joseph a demandé à Pharaon l'autorisation de mener son père en Canaan. À Hébron, Jacob et ses frères ont encore observé une période de deuil de sept jours avec de l'enterrer dans le caveau de Makpéla.

« Jacob meurt en Égypte. Comme c'est un émigré de fraîche date, il a voulu être enterré avec ses pères »

Les commentaires ont interprété différemment cette séquence puisque l'embaumement est interdit dans la tradition rabbinique. Les sages considèrent que c'est un déni de la réalité. En effet, les soins mortuaires cherchent à créer une illusion pour faire apparaître la personne morte comme étant vivante et belle. Ils risquent donc de faire obstacle au processus de deuil. La tradition juive recommande un enterrement le plus rapide possible après le décès.

Certains commentaires disent que Joseph a commis une faute et qu'il n'a pas honoré son père dans la mort. Mais d'autres défendent le patriarche en avançant que la tradition laisse une marge de manœuvre dans l'application des commandements afin de s'adapter aux circonstances. C'est ainsi que, de nos jours, un enterrement peut être repoussé pour permettre à des parents qui habitent loin d'y assister. Joseph aurait consenti à l'embaumement pour honorer la volonté de Jacob d'être enterré auprès de ses pères. ■

ANTOINE NOUIS

A·CCUEI·LLIR·



Rembrandt : Jacob bénit Éphraïm et Manassé

Juda et Joseph

Parmi les fils de Jacob, deux ont eu une postérité particulière. Joseph est devenu un des principaux dirigeants de l'Égypte, et Juda est l'ancêtre éponyme des Juifs. Notre lecture du livre de la Genèse a révélé que ces deux hommes ont été parfois vertueux (Joseph avec la femme de Potiphar et Juda lorsqu'il était prêt à prendre la place de Benjamin comme prisonnier) et parfois mesquins (Juda avec Tamar et Joseph avec ses frères). Ce sont des humains de la même pâte que nous, avec leurs générosités et leurs ambiguïtés.

La tradition rabbinique a fait de Juda et Joseph les types de deux modèles de fidélité. Ils représentent symboliquement deux stratégies de vie. Juda est le modèle du juif sioniste, qui est resté en Israël car il ne conçoit pas qu'on puisse vivre en dehors de cette terre. Joseph est le modèle du juif de la diaspora, il a été exilé en Égypte, la civilisation dominante de l'époque, il a vécu sa foi en terre étrangère. Pour le premier, l'exil est une malédiction, alors que pour Joseph, nous pouvons le considérer comme une vocation.

Pour Juda, le salut passe par le peuple, il est collectif, alors que, pour Joseph, il est à la fois personnel car il dépend du comportement individuel, et universel car il s'adresse à tout le monde.

L'évangile de Matthieu commence par une généalogie qui inscrit Jésus dans la descendance de Juda, mais Jésus est le fils adoptif d'un homme appelé Joseph. L'évangile multiplie les parallèles entre Joseph de Bethléem, le père de Jésus, et Joseph le patriarche. Joseph de Bethléem est attentif à ses rêves. À la suite d'un de ces rêves, il partira pour l'Égypte avant de revenir en Israël. Et lorsque Hérode fait massacrer les enfants de Bethléem, l'évangile associe à ce drame un verset qui parle du deuil de Rachel, la mère de Joseph le patriarche (Mt 2,18). Un autre Joseph offrira son tombeau à Jésus, lequel sera trahi par un autre Juda. Ces références inscrivent le christianisme dans la lignée spirituelle de Joseph le patriarche, c'est en étant témoin de la fidélité de Dieu auprès de toutes les nations qu'il est fidèle à sa vocation. ■

A. N.

OU·VRIR·

Le mensonge peut-il être au service de la paix ?

Après avoir enterré Jacob, les frères craignent que, maintenant que leur père n'est plus de ce monde, Joseph veuille se venger. C'est pourquoi ils font un « pieux » mensonge : « Ton père a donné cet ordre avant sa mort : Vous parlerez ainsi à Joseph : Pardonne la faute de tes frères qui t'ont causé bien du mal. » Le mensonge n'était pas nécessaire car Joseph avait pardonné : « Vous avez voulu me faire du mal, Dieu a voulu en faire du bien... Désormais ne craignez pas, je pourvoirai à votre subsistance et à celle de vos enfants. » (Gn 50,15-21). Par la foi, Joseph a réussi à se libérer de toute sa rancune. C'est dans la reconnaissance des dons de Dieu qu'il a dépassé l'antagonisme qui l'opposait à ses frères.

Les commentaires ont déclaré qu'en altérant un peu les faits pour promouvoir la paix, les frères ont bien agi. Dans le domaine de la hiérarchie des commandements, la paix est un bien si précieux qu'il est permis de mentir pour la promouvoir.

A. N.

Il a dit : L'être imaginant et l'être moral sont plus solidaires que ne le croit la psychologie intellectualiste, toujours prête à tenir les images pour des allégories

GASTON BACHELARD

ANGES (1). Quelques manifestations d'anges, tirées de la Genèse, les termes ambigus qui les désignent, et un point de vue de la tradition rabbinique. Une nouvelle série sur des « créatures » quelque peu dénigrées...

Les anges de la Genèse

En général, les protestants ne se sentent pas à l'aise dans le domaine de l'angéologie, ou science des anges. Les théologiens, les pasteurs se trouvent souvent gênés d'en parler et essaient de ne pas leur accorder trop d'importance, si ce n'est symbolique. Il n'en demeure pas moins que le lecteur de la Bible rencontre, sur son chemin, des anges, qu'il lui faut faire avec. Et cela dès le commencement.

La question n'est peut-être pas de savoir s'il convient d'y croire, mais de déterminer quand ou pourquoi ils apparaissent. D'une façon générale, les interventions des anges, quel que soit le message qu'ils apportent, recèlent en elles cet autre message implicite : l'intelligence rationnelle ne peut répondre à tout, elle ne mène pas à Dieu en ligne droite. À cet effet, le chapitre 28 de la Genèse (versets 12 et 13) est caractéristique. Marquant une pause sur sa route, Jacob s'endort puis rêve. Il a alors la vision d'une échelle plantée sur terre dont le sommet touche au ciel : « *Les anges de Dieu y montaient et y descendaient.* »

Concept ineffable

Tandis que Dieu lui fait part de l'ampleur de sa descendance à venir, les anges, qu'on imagine nombreux, représentent visuellement cette multiplicité. Dégringole ainsi la tentation présomptueuse de l'homme à vouloir inscrire sa propre échelle sur le sol terrestre pour rejoindre le ciel directement. Entre l'homme et Dieu, la créature intermédiaire, l'ange, implique la nécessité d'un oubli du « soi pensant », un lâcher-prise de la conscience strictement humaine de soi. Un moment de mystère absolu où s'établit une jonction heureuse entre le visible et l'invisible. L'ange est l'image de ce concept ineffable qui fait lien. Homme et Dieu ne peuvent communiquer sans le secours d'un échec librement consenti de la raison. L'ange introduit le rêveur dans l'univers de la foi seule.

Les anges de la Genèse ne sont pas tous annoncés explicitement comme tels. Par exemple, les trois anges venus



Dans le songe de Jacob, les anges sont entre Dieu et l'humain

rendre visite à Abraham (Gn 18,2) sont désignés comme des hommes ; Abraham lave leurs pieds, les nourrit, comme on fait effectivement avec des hommes. Ce n'est que progressivement qu'ils changent de statut spirituel, quand deux d'entre eux se dirigent vers la ville de Sodome pour annoncer sa destruction. Ils deviennent alors des messagers ou des envoyés (le mot « *malakh* » les désigne). Puis plus loin, de nouveau, ce sont des hommes ; plus loin, des envoyés. Il y a là une danse ambiguë des termes qui les définissent. On passe alternativement, sans se fixer, de ce qu'ils sont à ce qu'ils ont l'air d'être, ou inversement, ce qui contribue à rendre le « surnaturel » le plus naturel possible.

D'autres anges n'empruntent aucun chemin humain pour se révéler. Ils se révèlent d'emblée. Ainsi l'irruption de l'ange qui, de sa voix, arrête le bras d'Abraham au moment où il s'apprête, sur ordre de Dieu, à sacrifier son fils Isaac (Gn 22, 11-18). Ici il est bien « messager » (« *malakh* ») de Dieu. On ne le décrit pas, et il ne descend jamais de sa sphère céleste. Les rôles sont bien distribués :

Abraham est de la terre ; l'ange, du ciel. La voix seule agit, car l'ange ne s'exprime pas au nom de Dieu, mais comme s'il était Dieu lui-même : « *N'étends pas ta main sur le jeune homme et ne lui fais rien... Tu ne m'as pas refusé ton fils, ton unique.* » L'ange n'est rien, seulement une des nombreuses formes que Dieu emploie pour convaincre des hommes sensibles au pouvoir du son et des images.

« *La matérialisation des anges n'est pas la même lorsqu'il s'agit de voix sorties des cieux,* commente Jonas Jacquelin, rabbin à l'ULIF Copernic (Union libérale israélite de France). *Moïse Maïmonide, grand rabbin andalou du XII^e siècle, les appréhende comme des apparitions à l'intérieur de visions prophétiques. Par exemple, dans une phase de semi-veille ou de sommeil qui libère les facultés imaginatives de l'homme, lui permet d'assister à ce genre de scènes. Il va alors plutôt parler d'intelligences.* »

Pour les rabbins du Moyen Âge, la grande question concernant les anges va consister à savoir dans quel degré d'intimité ils sont avec Dieu. « *Ils cherchent à contrer cette idée dérangement et dualiste*

qui ferait d'eux des partenaires de Dieu lors de la création, des cocréateurs, poursuit Jonas Jacquelin. Aussi insistent-ils sur leur naissance après le premier jour. L'autre question, qui découle de la précédente, est leur rivalité avec l'homme. Là encore, il importerait aux sages d'affirmer la supériorité de l'humain. L'ange n'a d'existence que le temps d'une mission particulière tandis que l'homme jouit du libre arbitre. »

Ange défenseur

L'ange qui intervient auprès de Jacob, dans l'épisode du gué de Yabboq, vient bousculer le schéma traditionnel des visites. On se remémore la scène : Jacob est seul ; le moment menaçant, puisque son frère Esaü, en guerre contre lui, s'approche avec son armée. On lit (Gn 32,25-26) : « *Alors un homme [ici, nul « malakh »] se battit avec lui jusqu'au lever de l'aurore. Voyant qu'il ne pouvait le vaincre, il le frappa à l'articulation de la hanche.* » Ce combat à mains nues se déroule de nuit, dans une mêlée où les deux lutteurs se voient à peine. Jacob ignore avec qui il se bat. C'est dans la folle violence du corps à corps qu'il reconnaît Dieu. Il est intéressant de constater que la blessure corporelle de Jacob sera indélébile. Ce n'est pas dans la vitalité parfaite que la foi se sent le plus à l'aise, mais dans une vitalité entamée par une perte, une fragilité. Quel est cet ange lutteur ? On dirait un autre Jacob, un double. Jusqu'à présent, les anges semblaient venir d'un « extérieur de soi ». Ici, on a l'impression que l'ange est une émanation de Jacob, qu'il naît de lui.

Ce cas semble introduire une autre nature d'anges, née de l'homme lui-même lorsque Dieu l'habite. Et pourquoi ne pas citer de nouveau un point de vue juif, extrait d'un traité de la Mishna, *Nezikin*, dans lequel il est fait mention d'une notion approchante ? On y trouve un chapitre du *Pirkei Avot* (Éthique des Pères) où il est dit : « *Celui qui accomplit une mitsva [un acte de bonté au sens fort du terme] acquiert pour lui-même un ange défenseur.* » Et : « *Ces anges sont formés à partir de l'énergie que l'on investit dans l'accomplissement d'une mitsva, dans l'étude de la Torah ou dans la prière.* » ■

MARTINE LECOQ



Joël Dahan
Fondation
John-Bost

BIBLE ET ACTUALITÉ. Que dire de la canicule qui nous accable ? Face aux surchauffes planétaires

Les rues sont désertes, tous les volets sont fermés, le bitume colle aux pieds, il fait 40 degrés, j'ai chaud ! Je réapprends les réflexes de gens du Sud qui vivent dans le noir en pleine journée. Chez eux, on ne profite pas du soleil, on ne cherche pas la chaleur, on s'en protège. L'actualité aussi est brûlante. Chacun essaie de se prémunir de ses effets sur son corps et sa conscience, pour ne pas étouffer et voir fondre son espérance.

Et on comprend mieux les récits bibliques et ces références à cette chaleur qui inquiète en Israël-Palestine. En hébreu, deux mots disent la chaleur : *hâmam* et *hôrev*. Le premier nous fait penser au hammam, source de chaleur en arabe, lieu de bien-être. En revanche, dans la Bible, il est utilisé pour parler de ce qui est ardent, brûlant, comme la chaleur du soleil. Le deuxième dit la dévastation, la destruction, la sécheresse du désert, la ruine... Et il paraît qu'il fait chaud aussi en enfer !

« C'est chaud ! », dit-on familièrement pour décrire une passion dévorante, mais aussi une situation tendue et l'at-

tente d'une catastrophe. Et les enfants utilisent le chaud et le froid dans un jeu de découverte.

Ainsi, la chaleur est souvent dangereuse, inquiétante. Pourtant, beaucoup de populations vivent avec et savent s'en préserver et s'en servir. Mais au lieu de s'interroger sur nos modes de vie, de gestion, de médiations possibles qui préserveraient des surchauffes inutiles, certains veulent régler le problème à coût de climatisation ou de dollars. Les voyageurs en sueur et victimes des effets de la chaleur sur les rails crient au scandale. Ce sont les mêmes qui criaient à Marseille lors des fortes neiges exceptionnelles.

Haro sur l'inattendu

Pour eux, l'argent, la technique, le progrès, l'organisation doivent nous permettre d'éviter le moindre événement inattendu. Même les corps ne doivent rien montrer des effets de la chaleur. Ils rêvent d'une vie entière à température constante, pour que la machine tourne bien.

Certes, l'homme n'est pas condamné à subir les effets du climat, de la nature ou

du marché, et doit continuer à inventer, imaginer son environnement pour vivre mieux. Mais ces événements exceptionnels font surgir nos failles et nos contradictions.

La canicule de 2003 avait révélé la solitude et le manque de lien social avec les populations âgées. Qu'est-ce que nous révèlent aujourd'hui les lieux de surchauffe économique (Grèce), écologique (dérèglement climatique), sociale (agriculteurs, taxis), géopolitique (migrations) ?

« C'est quand le soleil tape sur la tête de Jonas que Dieu peut renouer le dialogue avec lui »

Succomberons-nous à la tentation d'éliminer les problèmes de surchauffe, comme on refroidit un ennemi gênant dans les polars ? Certains proposent de mettre en marche le climatiseur de la répression, de la surveillance totale, de la fermeture des frontières, de l'austérité, pour sauver la situation à court

terme en faisant baisser la température de temps en temps. Mais quelle espérance, quelle construction, quel climat, dans la durée ?

Dans les pays chauds, on lutte contre la chaleur et elle peut être mortelle. Mais elle offre aussi un temps de pause et de rencontre. Dans la pleine chaleur du jour, Abraham donnera à boire et manger aux étrangers et accueillera une promesse. Sous le soleil de midi, le prêtre Esdras qui lit la loi au peuple ordonnera à ce dernier d'arrêter de se lamenter et d'aller plutôt boire et manger, et partager avec les pauvres, avant de se mettre au travail pour reconstruire la ville et son unité. Sous le soleil de midi, la Samaritaine demandera de l'eau vive à Jésus.

Enfin, c'est quand le soleil tape sur la tête de Jonas que Dieu peut renouer le dialogue avec lui. C'est lorsqu'il fait trop chaud que chacun doit prendre le temps de s'arrêter, de se désaltérer et d'échanger, avant de reconstruire sa vie.

Dans le feu de l'action, on est tenté de brûler les étapes nécessaires à des changements et des véritables conversions. Or, on ne construit et on ne sème rien sur des sols ou des cœurs brûlés. ■



Marion Muller-Colard
théologienne

MÉDITATION. Marc 6,30-34.

Méditation très vingtième siècle

Jusqu'au printemps de cette année, j'ai vécu sans portable. Pour tout un tas de raisons pas très édifiantes, sauf une peut-être que je retrouve dans l'exhortation de Jésus lorsqu'il envoie ses disciples sur les routes : « *Il leur ordonna de ne rien prendre pour la route, sauf un bâton : pas de pain, pas de sac, pas de monnaie dans la ceinture, mais pour chaussures des sandales et "ne mettez pas deux tuniques."* »

En somme, les seules choses que les disciples peuvent emporter sont les choses qui leur permettent de marcher (le bâton et les sandales). Pour le reste, on ne peut pas dire qu'il s'agisse de voyager léger : il s'agit de voyager pauvre. À moins que ce que vise Jésus ne soit pas tant la pauvreté que la dépendance. Et non pas la dépendance comme une fin en soi, mais la dépendance en ce qu'elle est un vecteur irréductible de rencontres. Si vous n'avez ni pain, ni sac, ni argent, ni vêtement de rechange, à un moment ou à un autre, vous allez être forcés de frapper à une porte. *Idem* quand, de nos jours, vous n'avez pas de portable.

Un hiver, ma voiture s'est embourbée dans la neige sur le petit chemin de terre

qui relie mon village au village voisin. Il était huit heures du matin, le soleil perçait à peine, j'étais dehors à compter sur mes propres forces pour trouver une solution, je ruminais avec mes enfants dans les pattes qui piaffaient. Je n'avais pas envie, mais alors pas du tout, de jouer la mère seule et explorée en sonnant chez des étrangers. Nous venions d'emménager, on

nous regardait comme des animaux exotiques dont on ne savait trop que penser, et moi, j'avais mon orgueil. Nous étions tenus de faire nos preuves et l'hiver était l'épreuve décisive de notre intégration. J'imaginais que tout le monde, dans ce fichu bled, devait avoir une pelle à neige dans son coffre, histoire de se débrouiller seul en pareille circonstance. Certains,

m'avait-on raconté, avaient même leur tronçonneuse au cas où un arbre leur ferait l'affront de leur couper la route. À présent, j'avais deux choix : rester en mode « orgueil blessé » (sachant que ce mode condamnait mes enfants à se geler les joues pour satisfaire les délires de leur mère), ou accepter d'avoir besoin d'aide. J'ai sonné à la maison la plus proche. Une petite dame est venue m'ouvrir, sourcils froncés. Je plaçai les enfants devant moi en guise de drapeau blanc. Une minute plus tard, j'avais un téléphone en main, les enfants étaient barbouillés de chocolat, le monsieur avait déjà sorti sa pelle à neige au cas où mon mari ne répondrait pas au téléphone.

Et tout ce beau monde avait le sourire. Jamais journée hivernale n'avait si bien commencé pour ce vieux couple dont l'activité principale était, en somme, d'attendre désespérément que quelqu'un puisse avoir de nouveau besoin d'eux.

Et ma foi, s'ils ne m'avaient pas reçue, j'aurais pu sereinement secouer la neige de mes godasses et aller sonner ailleurs : car tant que l'Esprit soufflera, on trouvera des foyers où l'impromptu demeure le bienvenu. ■

PRIÈRE

Tu nous envoies, comme Abraham, sans autre bagage que la foi
la foi en toi et la confiance en l'hospitalité de l'autre
L'autonomie n'est pas une loi de ta Parole
Si tu nous mets debout, ce n'est pas pour que nous ne comptions
que sur nos propres forces
Tu nous invites à aborder nos déroutes
comme des opportunités de rencontres
À élargir l'espace de nos tentes pour accueillir à notre insu des anges
Tu brouilles les pistes avec humour
de façon à ce que nous ne sachions jamais
qui est le visiteur, qui est le visité
Et chacun se trouve être à la fois l'exauteur et l'exaucé

M. M.-C.

ÉCONOMIE. L'auteur de la série de *Réforme* sur la finance propose quelques remarques pour mieux comprendre la crise en Grèce.

Remarques sur la dette grecque

Le Monde du 2 juillet titre : « Le système bancaire européen à l'abri des turbulences ». On apprend que « l'exposition des banques étrangères à la Grèce est faible... les banques françaises ne possèdent plus que 60 millions d'euros de dette publique grecque... les établissements bancaires allemands en détiennent 120 millions, contre... 30 milliards pour les banques grecques », lesquelles, apprend-on plus loin, se financent auprès du FMI et de la BCE.

Conclusion : la Grèce a remboursé les banques françaises et allemandes, en empruntant au FMI et à la BCE, comme tout surendetté qui rembourse à Pierre en empruntant à Paul. Soyons rassurés, nos propres banques ne courent plus de risque. Même page : « 16,3 milliards d'euros, c'est le montant des aides qu'Athènes ne touchera pas, avec la fin du deuxième plan d'aide européen, tout comme les 10,9 milliards d'euros destinés à la recapitalisation de ses banques. Athènes ne touchera pas non plus les bénéfices réalisés par les banques centrales de l'Eurosystème sur les obligations grecques qu'elles détiennent : 1,8 milliard d'euros pour 2014, et près de 2 milliards pour cette année. »

N.B. En vertu de décisions prises à l'époque de Giscard et Schmidt (sauf erreur), les États n'ont plus le droit d'emprunter à leur banque centrale, contrairement à ce que font les États-Unis (voir le n° 1 de la série *Trop d'argent*.) C'est supposé immoral et irresponsable. Mais la BCE peut prêter aux banques des divers pays, qui, elles-mêmes, peuvent reprêter aux États.

Le beurre et l'argent du beurre

Pour relancer la croissance, la BCE prête à très bas taux, voisin de zéro, aux banques, qui prêtent aux États à des taux plus élevés, d'autant plus élevés que le risque est estimé grave. La France et l'Allemagne bénéficient de taux très bas, ce qui incite la France à continuer à dépenser. La Grèce, l'Italie, et les États réputés peu fiables payent des intérêts plus élevés. L'accord jusque-là en vigueur prévoyait que les bénéfices ainsi réalisés par les banques seraient, à la fin, restitués à la Grèce. Accord désormais caduc, puisque les Grecs ne veulent pas s'incliner. On voit donc ce curieux spectacle de personnages vertueux qui s'indignent, exigent que la Grèce resti-

tue jusqu'au dernier centime le capital emprunté, tout en conservant les intérêts, qui étaient à leurs yeux justifiés par le risque qu'ils avaient pris. Le beurre et l'argent du beurre. Cela fait penser à la parabole du serviteur impitoyable, dans Matthieu 18 : « Ne devais-tu pas avoir compassion de ton compagnon, comme j'ai eu pitié de toi ? »

La France, l'Allemagne n'ont-elles jamais, dans l'histoire, fait défaut d'une partie de leur dette ? N'ont-elles jamais bénéficié de la compassion, ou de la simple raison qu'il était évident que, jamais, elles ne pourraient tout rembourser ?

Il y a deux visions de l'argent, et la crise actuelle le montre : ou bien, c'est un moyen, utile, indispensable, à traiter avec sérieux et honnêteté, mais ce n'est qu'un moyen, et parfois, il faut être réaliste, et passer la créance par profits et pertes. C'est ainsi que l'on fait chaque jour dans la vie économique.

Ou bien, c'est un absolu, un dieu, une idole, auquel tout doit être sacrifié, quelles qu'en soient les conséquences humaines. Certes, les gouvernements grecs ont été légers, irresponsables, corrompus... Mais la corruption sur les tra-

vaux publics, pour les jeux Olympiques, pour la construction d'autoroutes, ou pour les achats massifs d'armements n'a-t-elle touché que les Grecs ? Les banques (françaises ou allemandes) qui ont financé ces marchés déraisonnables n'en ont-elles tiré aucun profit ?

Il est assez comique d'entendre monsieur Juncker – qui, quand il gouvernait le Luxembourg, a personnellement négocié avec de grandes multinationales des régimes fiscaux très favorables – exiger que la Grèce trouve des ressources fiscales plus importantes. La seule recette fiscale aisée à augmenter rapidement, c'est la TVA. Comment en tirer des recettes suffisantes, lorsqu'une partie de la population est au chômage, que les salaires et les pensions ont été abaissés ?

L'Église orthodoxe est réputée riche, mais elle dit assurer une grande partie de la protection sociale.

Les armateurs grecs sont parfois très riches, mais il leur est aisé de menacer de transférer leur activité sous des pavillons plus complaisants.

Il est aisé d'exiger des réformes, il est malaisé de les mettre en pratique. ■

DANIEL LANZ

Perspectives – Le DVD

Foi et science :
Une complémentarité surprenante



Perspectives

Foi et science :
une complémentarité surprenante

www.perspectives-ledvd.fr

5 €

DURÉE : 52 minutes.

AUDIO : Français, Anglais et Arabe.

SOUS-TITRES : Espagnol, Portugais, Chinois-Mandarin et Russe.

Un DVD de qualité
pour alimenter vos réflexions

« Contrairement aux idées reçues, les historiens et scientifiques interrogés ici démontrent que la foi chrétienne peut entrer en dialogue fructueux avec la science. Le film est une ressource précieuse pour celui qui s'interroge sur ces deux piliers de la culture occidentale. »

Lydia JAEGER, Directrice des études, Institut Biblique de Nogent-sur-Marne.

« Ce reportage montre que notre univers a été soigneusement conçu dans le but d'y abriter la vie, et plus particulièrement l'homme. Celui-ci ne se réduit pas à une simple machine neuronale, mais il est doté d'un libre arbitre qui le caractérise. »

Sylvain BRECHET, Chargé de cours à l'Institut de Physique de la matière condensée de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne en Suisse.

« Plusieurs perspectives sur un objet permet de mieux cerner sa réalité. De même, ce DVD indique que la perspective de la science et la perspective de la foi chrétienne nous permettent de mieux voir la vie dans sa globalité. »

David BROWN, Président des Groupes Bibliques Universitaires.

À commander sur www.perspectives-ledvd.fr

Excelsis
DIFFUSIONS

PBU
Presses Bibliques Universitaires

GBU
Groupes Bibliques Universitaires

UN AUTEUR, UN LIVRE : Le crépuscule des chrétiens d'Orient

TÉMOIGNAGE. L'inéluctable agonie de frères et de sœurs de larmes et de sang, en foi et en humanité.

«L'Orient est la seconde partie de notre âme»



QUESTIONS À

Sébastien de Courtois
historien,
journaliste,
voyageur et témoin,
producteur à
France Culture

L'Orient vous fascine. Qu'est-ce qui vous a attiré dans cette région, au point de faire le choix de vivre en Turquie ?

La vie est faite de choix, dont celui de m'installer à Istanbul, près des rives du Bosphore il y a cinq ans. Il ne s'agit pas d'un coup de tête puisque je voyageais déjà en Turquie, en Syrie et au Liban depuis quelques années, tant pour ma thèse d'histoire sur les chrétiens d'Orient - les communautés syriaques de Tur Abdin - que pour mon activité journalistique. La passion a fait le reste, puis l'engagement moral que j'avais pris auprès de ces communautés dispersées de parler d'elles, de faire entendre leur voix. Je me considère comme un passeur, surtout après le drame de cet été dans le nord de l'Irak où nous avons assisté à l'exil de milliers de chrétiens depuis la plaine de Ninive.

En quoi l'exil des chrétiens est-il une perte pour le Moyen-Orient ?

Il s'agit d'une perte dramatique et irremplaçable. Une grande régression démocratique aussi, car souvent seuls les chrétiens portent des idées différentes, non communautaires et ouvertes à l'étranger. Le principe même d'altérité serait remis en question. Souvent, les Églises chrétiennes portent en Orient la voix des plus faibles et des autres minorités, dont celle des Yézidis, en Irak, par exemple. J'ai remarqué que jamais les religieux chrétiens ne répondent à la haine par la haine : ils prêchent inlassablement la paix et la réconciliation nationale, surtout en Syrie actuellement

où ils sont les seuls à prôner l'arrêt des combats et le pardon.

Vous écrivez que la Turquie s'est appauvrie à perdre ses chrétiens en une jolie formule : « Que serait Istanbul sans Constantinople ? »

C'est une manière élégante de tisser un fil entre les époques, pour un même lieu, une seule ville. Les opposer n'a aucun sens. Les deux se suivent et se complètent. Mais lorsque j'entends des extrémistes demander à ce que Sainte-Sophie redevienne la Grande mosquée qu'elle fut sous l'Empire ottoman, je suis fou de rage. L'histoire doit se respecter et non être manipulée ! Atatürk avait eu la sagesse d'en faire un musée en 1933.

Pourquoi le monde ne réagit-il pas plus au drame de l'exil des chrétiens orientaux ?

Le monde, surtout l'Europe occidentale, se sent mal à l'aise par rapport à cette question religieuse. Nous ne savons plus sortir de la seule idée de « laïcité ». Si nous aidons telle communauté - surtout chrétienne - alors il nous faut faire la même chose pour les autres, du coup on ne fait strictement rien. Et dès qu'un homme politique agit, on parle de récupération politique. Je trouve par exemple courageuse la prise de position de François Fillon et du député PS François Pupponi sur cette question.

Quelle espérance pour la région ?

L'espérance doit être le maître mot de toute action politique ou intellectuelle. Des portes de lumières vont s'ouvrir, tant dans l'islam, qui est en train d'entamer un lent mouvement de réforme, que dans la possibilité de paix, paradoxalement. La bonne nouvelle est aussi le retour de l'Irak sur la scène régionale. Mais il ne faut pas que les extrémistes gagnent à Damas, sinon c'est l'extension de la guerre à Israël et à l'Europe. Nos pays sont liés les uns aux autres, l'Orient est la seconde partie de notre âme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR A. N.



Sur les fleuves de Babylone, nous pleurons
Sébastien de Courtois,
édition Stock, 2015,
190 p., 18,50 €

Si l'Orient a souvent fait rêver les voyageurs, ceux qui, aujourd'hui, continuent à parcourir la région ne parlent pas de rêves mais de cauchemars. Sous la forme d'un carnet de voyage, ce livre raconte le martyre des derniers chrétiens d'Orient. Ces hommes et ces femmes qui depuis 2 000 ans habitent le pays de la Bible : le Liban, la Syrie, la Turquie, l'Irak...

Alqosh, Mossoul, Qaraqosh, Erbil, ces villes du nord de l'Irak sont sorties de l'anonymat pour entrer dans l'actualité. Des consonances qui parlent à notre imaginaire mais qui sont aujourd'hui le théâtre de tragédies, d'exils et de déchirures. Sébastien de Courtois est allé dans ces villes. Il témoigne du calvaire de leurs habitants.

Déchirures

Avant d'être un article dans un journal, un conflit, c'est d'abord un drame vécu par des hommes et des femmes, des vieillards et des enfants. Des hommes qui se sentent chassés de leur terre : « *Dès que nous aurons des passeports, nous partirons comme tous les chrétiens d'Irak. Il n'y a plus d'avenir pour nous ici. Nous sommes au bout du rouleau... Nous n'avons plus confiance. Trop de persécution. À Mossoul, la télévision répète que cette terre est destinée aux musulmans... Un ami de classe sunnite m'a demandé*

au téléphone pourquoi je n'étais pas déjà en Amérique ou en Europe. »

L'exil des chrétiens, c'est d'abord des quartiers fantômes, des monastères désertés, une région qui fuit devant l'avance des barbares. Ceux qui restent sont les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de quitter. Les autres ont déjà pris la route de l'exil... l'Europe, les États-Unis, le Canada.

Ils savent qu'il n'y pas de place pour eux dans l'État islamique qui a pris le décret suivant : « *Les écoles de Mossoul et de la plaine de Ninive qui portaient des noms chrétiens devront les modifier. Par ailleurs, l'enseignement de la langue et de la culture syriaques ainsi que l'éducation religieuse chrétienne seront abolis des programmes des écoles de tout niveau.* » Selon plusieurs informations, une des églises de la ville aurait été transformée en centre de torture. Existe-t-il seulement une limite à la barbarie ?

Au fil de ses voyages, l'auteur s'interroge sur ce qu'il a devant les yeux. Après avoir résisté pendant des siècles à l'attraction religieuse et sociale de l'islam politique, la présence des chrétiens en Orient est en train de disparaître. Comment se résoudre à imaginer des villes comme Bagdad, Alep ou Damas sans leurs quartiers chrétiens ? Témoin impuissant mais témoin quand même, l'auteur recueille les paroles de ceux que nous ne voulons pas entendre, tel cet étudiant syrien qu'il a rencontré à Beyrouth : « *Si je devais donner mon sentiment propre, en tant que personne ayant soutenu l'esprit de la révolution : je suis effaré d'une telle évolution. Nous avons participé à la création d'un monstre.* »

Une fois le constat posé, l'analyse faite, il ne reste... que les larmes de désolation. ■

ANTOINE NOUIS

Leur destin est aussi le nôtre

Le lendemain, dans la cour du couvent des sœurs dominicaines, une distribution de nourriture tourne à l'émeute. La chaleur échauffe les esprits, il fait quarante-huit degrés. La mère supérieure s'agite dans tous les sens pour remettre de l'ordre : « *Je suis dépassée. Ce qui nous arrive est une épreuve. Nous nous y attendions, mais pas aussi vite.* » Elle nous propose de la suivre dans leur maison. Nous y serons en paix pour parler, au frais surtout. « *Nous vivions très bien ensemble... Je sais que beaucoup de musulmans ont peur, comme nous, ils nous l'ont dit, ils veulent partir. Mais ils ne souhaitent pas que*

ça se sache, les représailles seraient terribles. J'ai l'âme sombre, c'est la misère... Je n'aurais jamais pensé assister à un tel exode de mon vivant. Les racines de notre religion sont ici... le saviez-vous ? » À mon tour d'être interrogé, bousculé dans ma foi, dans cette culture chrétienne à laquelle je m'accroche et qui nous a façonnés. Leur destin est aussi le nôtre. Les barrières s'effondrent. Je ne doute pas que chacun de ces exilés puisse devenir un nouvel apôtre de paix dans son pays d'accueil, au Liban, en Europe ou ailleurs, un « envoyé », suivant l'étymologie grecque. (extrait, p. 52s)

Les Attestants

À propos de l'article d'Antoine Nousis, Réforme n° 3616

Merci pour l'article signalant le mouvement des « Attestants », que je trouve équilibré et respectueux des convictions des paroissiens troublés par la récente décision du synode de Sète.

Bravo à la cinquantaine de pasteurs de l'ÉPUDf qui ont osé braver l'opinion apparemment dominante, pour rappeler qu'une Église protestante ne peut survivre et encore moins vivre, en cessant de prendre au sérieux l'autorité de l'Écriture.

Grâce à eux et à tous ceux qui les suivront et les soutiendront, des fidèles qui s'apprêtaient à quitter cette Église, ou pour le moins à prendre leurs distances avec celle-ci, vont peut-être y rester et continuer d'y faire entendre leur voix. Ce qui n'était plus possible individuellement (j'en ai personnellement fait la cruelle expérience), le redeviendra collectivement.

Si par malheur ce mouvement devait ne pas trouver une audience suffisante et finir par s'essouffler, l'ÉPUDf risquerait de perdre une partie de sa substance humaine au profit des nombreuses Églises protestantes plus confessantes, qui ont actuellement le vent en poupe.

« La crise grecque et le mouvement des Attestants »

Pour ma part, je me joins aux « Attestants », comme le font également d'autres membres de ma paroisse.

JEAN VOLFF
(Toulouse)

Autorité des Écritures

À propos de l'opinion de F. Giffard et sa critique des Attestants, Réforme n° 3616

J'avoue mon agacement en découvrant la réaction de Françoise Giffard au mouvement des « Attestants », qui assimile notre souhait d'un retour aux Écritures à la volonté d'imposer le littéralisme le plus primaire [...]. On entend souvent ce type d'argument : « Si vous tenez compte du refus biblique de l'homosexualité, vous devez donc cautionner l'ordre patriarcal, voire la polygamie, l'esclavage... que l'Écriture ne remet pas en cause. »

Sauf que la plus élémentaire honnêteté envers les Écritures invite à distinguer leur message de l'environnement culturel dans lequel il a été formulé. Oui, Abraham,

Jacob... ont été polygames, oui, Sarah et Abraham ont eu recours à une « mère porteuse », c'était accepté en leur temps, et ces pratiques ont créé et créent encore beaucoup de souffrances, d'ailleurs ; notre temps à nous ferait bien d'y réfléchir.

La distinction des sexes, à la différence des contingences culturelles, fait partie de l'ordre voulu par Dieu, dès

« Le dialogue fraternel n'est possible qu'en s'interdisant de caricaturer la position adverse »

avant la chute ; elle constitue, avec celle des générations, une condition pour que la société humaine tienne debout. Cet ordre, nous le tordons, le défigurons, avec toutes les conséquences que l'on sait : perversions des relations sexuelles, économiques, sociales... Mais en Christ, il est appelé à son complet renouvellement (Ga 3,28). En Christ, tous reçoivent la même dignité. C'est ce que Paul laisse entendre à Philémon au sujet

de son esclave Onésime, et même aux Corinthiennes : s'il leur demande de prophétiser la tête couverte, il ne remet pas en cause le fait qu'elles prophétisent = qu'elles prêchent en public ! Voilà pourquoi nous appelons à « revenir aux Écritures ». Et nous comptons bien contribuer aux efforts en ce sens.

Voilà pourquoi ceux

qu'il devient de plus en plus courant d'appeler les « Attestants » ont dénoncé la faiblesse théologique et biblique de la décision synodale, surtout soucieuse de considérations pastorales. Décision qui en est arrivée à confondre la grâce de Dieu, effectivement inconditionnelle, avec sa bénédiction, qui ne l'est pas.

Je suis d'accord avec Françoise Giffard sur la nécessité de dialoguer fraternellement, mais ce ne sera possible

qu'en s'interdisant de caricaturer la position adverse.

CHRISTOPHE DESPLANQUE
pasteur ÉPUDf Agen

Grèce

De nos jours les médecins disposent d'une remarquable palette de traitements aussi variés qu'efficaces. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il n'y a pas si longtemps, les médecins recouraient volontiers à la saignée. Ils étaient persuadés, certains d'entre eux au moins, que la saignée avait la vertu d'évacuer les « mauvaises humeurs ». Aussi, quand ils avaient prescrit une saignée, et si l'état du malade ne montrait aucun signe d'amélioration, ils en concluaient que... la saignée avait été insuffisante. Et donc ils recommençaient. Et ainsi de suite. Certains malades à la constitution particulièrement robuste survivaient à de tels soins.

Force est de se dire, après chaque « sauvetage » de la Grèce, que les dirigeants européens ressemblent fort à ces Diafoirus de naguère.

La Grèce est, économiquement parlant, gravement malade. Ils prétendent la sauver. Ne connaissant qu'un seul traitement, l'austérité, équivalent économique de la saignée, ils l'appliquent. Et, devant l'aggravation de l'état du malade, ils ne se disent pas du tout que leur traitement l'affaiblit et qu'il faudrait en changer, non !, convaincus d'avoir raison quant aux bienfaits du traitement, ils se disent tout au contraire que la dose était insuffisante. Alors, ils recommencent. Évidemment. À chaque constat d'une aggravation, ils agissent de même, ils en rajoutent une dose, tout fiers de leur décision. Cela fait quatre ans que ça dure. Combien de temps la Grèce va-t-elle encore tenir ?

Leur réputation compte à leurs yeux, et aussi la foi en leurs certitudes, et aussi le respect du dogme de la concurrence, pas les souffrances du peuple grec, cadet de leurs soucis, variable d'ajustement.

Et dire que cela se fait en notre nom. J'ai honte !...

BRICE TRENEL
courriel

Rectificatif

Dans l'article sur le mouvement des Attestants, le président du conseil presbytéral de l'Église unie de Robinson se nomme Jean-Louis, et non Jean-Pierre, Nosley.



COUP DE CHAPEAU AU... contrat !

Nathalie Leenhardt

Je ne sais pas vous, mais moi j'ai du mal à suivre les différents épisodes de la crise grecque et à comprendre tout ce que je lis. Sans doute parce que je ne suis pas économiste... Il n'empêche, je ne parviens pas à croire que tout repose sur la seule incurie des Grecs, leur corruption endémique, leur incapacité à collecter l'impôt, leur train de vie disproportionné construit sur le dos de l'Europe. Je crois bien davantage à la responsabilité partagée des uns – les gouvernements grecs successifs – et des autres – l'UE, les banques, le FMI. Pourquoi ne reparle-t-on pas des dépenses inflationnistes des Grecs en matière d'armement militaire dans les années 2000 qui ont largement profité à la France ? Pourquoi ne revient-on pas sur le rôle des spéculateurs qui se sont enrichis sur la dette grecque ? Pourquoi ne redit-on pas que l'Union européenne et les grands bailleurs de fonds ont

longtemps laissé filer les déficits, avant de se retourner et d'exiger de plus en plus d'austérité ? Cette histoire m'a – naïvement sans doute – fait penser à la pédagogie Montessori. Aux États-Unis, mes enfants allaient dans une école de ce type, où tout était fondé sur le contrat passé entre l'enseignant et l'élève. Ensemble, ils décidaient semaine après semaine des objectifs à tenir. Au fil des jours, l'élève cochant les cases de ce qu'il avait accompli et retournait voir le prof en cas de difficultés.

Ainsi, peu à peu, mes enfants ont-ils intégré qu'ils ne faisaient pas d'efforts pour faire plaisir « au maître » – ou à leurs parents – mais qu'ils travaillaient pour eux-mêmes. Pour progresser. La sanction était intégrée, non comme un coup de semonce qui tombe de haut, mais comme un nouveau défi à s'imposer à soi-même. Et l'enseignant s'appliquait les mêmes règles... ■

Réforme

HEBDOMADAIRE PROTESTANT D'ACTUALITÉ

01 43 20 32 67 ■ 53-55, av. du Maine, 75014 Paris
■ Fax : 01 43 21 42 86 ■ Internet : www.reforme.net
■ Courriel : reforme@reforme.net

Pour joindre vos correspondants, faites le 01 43 20 suivi du n° entre parenthèses

FONDATEUR Albert Finet (†) ■ DIRECTEUR DE LA RÉDACTION Antoine Nousis (4547) ■ DIRECTRICE DE LA DIFFUSION Dominique Guiraud (1406) ■ RÉDACTRICE EN CHEF Nathalie de Senneville-Leenhardt (0853) ■ RÉDACTION Frédéric Casadesus (5970), Marie Lefebvre-Billiez (2712) ■ RÉDACTEURS CHARGÉS DU SITE WEB Laure Salomon (1912), Louis Fraysse (8690) ■ SECRÉTARIAT DE RÉDACTION Marc Moreau (0054) ■ ADMINISTRATION, COMPTABILITÉ Odile Brillat (8688).

CONSEIL D'ADMINISTRATION PRÉSIDENT ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Jean-Paul Willaime ■ VICE-PRÉSIDENTS David Guiraud, Jean-Hugues Carbonnier ■ TRÉSORIER François Schlumberger ■ SECRÉTAIRE Bénédicte Boissonnas ■ ADMINISTRATEURS Pierre Bardon, Alain Boyer, Pierre Encrevé, Gil Kressmann, Gabriel de Montmollin, Jean-Louis Pacquement, Jean-Daniel Roque, François Scheer, Isabelle Schlumberger, Valentine Zuber.

CONCEPTION GRAPHIQUE Rampazzo & Associés ■ IMPRIMEUR Imprimerie Roto Champagne, 2, rue des Frères-Garnier, ZI de la Dame-Huguenotte, 52000 Chaumont.

COMMISSION PARITAIRE n° 0518 C 83111 : 2015 ■ CCP 1 250-51 F Paris. ISSN 0223 5 749. Copyright 2015.



ABONNEMENTS

Réforme – Service abonnements
CS70001, 59361 Avesnes-sur-Helpe Cedex
aboreforme@propublic.fr
Tarifs : France 1 an 114 €, 6 mois 63 €, 3 mois 27 € ou par prélèvement automatique

Téléphonez au 03 27 56 12 11
ou www.reforme.net

TOURISME PROTESTANT (2). Le sentier « Sur les pas des Huguenots et des Vaudois » a fait son entrée dans la prestigieuse famille des GR, les chemins de grande randonnée.

La mémoire pédestre de l'exil

Le chemin de randonnée GR 965, dont le balisage est en cours, n'est pas un sentier ordinaire... Ses 486 kilomètres suivent la voie qu'empruntèrent il y a plus de trois cents ans les huguenots du Dauphiné [une entité historique et culturelle aujourd'hui à cheval sur l'Isère, la Drôme, les Hautes-Alpes et le Rhône, *ndlr*] pour échapper aux persécutions et rallier Genève, puis l'Allemagne. Sa numérotation n'est pas ordinaire non plus. C'est un clin d'œil à son illustre parent le GR 65, le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle ! La labellisation GR (grande randonnée) par la Fédération française de randonnée pédestre début 2015 devrait booster la fréquentation de cet itinéraire historique, d'autant plus qu'un guide topographique de 130 pages est attendu pour l'automne 2016.

Pièce de théâtre, au départ

Le GR 965 est le maillon français d'un itinéraire pédestre de 1 800 kilomètres à dimension européenne. Créé en 2010 et intitulé « Sur les pas des Huguenots et des Vaudois », il démarre au Musée du protestantisme dauphinois de Poët-Laval dans la Drôme pour se terminer au Musée des huguenots à Bad Karlshafen dans le land de Hesse. À Genève, il est rejoint par un itinéraire de 282 kilomètres retraçant l'exode des Vaudois du Piémont italien. « *Le chemin en lui-même constitue un patrimoine. Il est l'occasion pour des randonneurs de mettre leurs pas dans ceux de protestants qui, pour des raisons d'intolérance, sont partis de chez eux pour ne jamais y retourner. Ce n'est pas rien !* », s'émeut Johannes Melsen, chef de projet pour la France de l'association « Sur les pas des Huguenots ».

Tout a démarré en 1997, lorsque des habitants de la région de Burgwald



© SURLESPASDESHUGUENOTS.EU

dans la Hesse ont établi des contacts avec les territoires de provenance des huguenots dans le sud de la France. Une dynamique d'échange s'est alors mise en place avec le Diois, une région de la vallée de la Drôme. Quelques années plus tard, à la suite de la réalisation d'une pièce de théâtre, l'idée d'un chemin européen de grande randonnée a germé...

« Nos homologues de la région de Burgwald, qui comptent sur leur territoire pas moins de neuf communes nées de l'exil des huguenots, étaient très

impliqués, bien plus que les Français. Ils effectuaient de nombreux voyages. Grâce aux financements du programme européen Leader, nous avons commencé par développer des actions culturelles, parmi lesquelles une pièce de théâtre. Elle racontait le départ d'un huguenot du Dauphiné pour Genève au lendemain de la révocation de l'édit de Nantes. Pour les besoins de ce spectacle, nous avons recherché son itinéraire, nous nous sommes inspirés des ambiances, des reliefs. Plus tard, nous avons proposé aux communautés de communes situées

Le sentier de randonnée suit le chemin des huguenots dauphinois. Il a pu se prolonger jusqu'à Genève, puis en Allemagne grâce à une coopération internationale

sur le tracé de donner une seconde vie à ce chemin. D'autant qu'il collait aux chemins de randonnée existants. Les Allemands ont écrit la suite de la pièce de Genève à Burgwald », raconte le chef de projet de l'association « Sur les pas des Huguenots ».

Pour coller aux attentes du fonds européen Leader, les promoteurs du projet se sont structurés en cinq « groupes d'action locaux » en France, Allemagne, Suisse et Italie. Soutenus par les collectivités territoriales ou encore des parcs naturels, ils se sont partagé les tâches : réalisation d'une charte graphique, étude marketing, travaux historiques et de faisabilité touristique, etc. Trois structures ont vu ensuite le jour pour la réalisation concrète du sentier de randonnée : association Sentier Huguenot et Vaudois en Allemagne, fondation Via en Italie, association sur les Pas des Huguenots en France. Elles assurent notamment la vérification des tracés, la mise en œuvre d'actions marketing, ainsi que la création de « zones de découverte » destinées à donner un coup de projecteur sur le patrimoine protestant local.

Quatre zones de découverte

Sur l'itinéraire français, quatre zones de découvertes ont été définies. Par exemple, la commune de Bourdeaux (Drôme) invite les randonneurs à séjourner un jour de plus dans ses murs en leur proposant trois boucles de trois à sept heures sur les traces des huguenots (cimetières protestants, lieux de rassemblement au Désert, temples, etc.). Pour réaliser l'itinéraire français, la plupart des randonneurs s'organisent par leurs propres moyens à partir des 29 fiches téléchargeables sur le site de l'association « Sur les pas des Huguenots ». Ils réalisent généralement le parcours par tranches de sept à huit jours de marche. À noter que des agences spécialisées (Pedestria, Safrantours, RandoPays et Vercors Escapade) proposent également ce parcours en prenant en charge le transport des bagages, la réservation des hébergements, les pique-niques et l'itinéraire retour.

« Bien entendu, on ne peut pas attendre d'un territoire qui n'a pas été marqué dans son histoire par la présence des huguenots la même dynamique qu'un territoire où leur héritage est très présent. Mais le fait que de plus en plus de randonneurs fassent halte dans une commune, même si ce n'est pas un lieu protestant, interpelle les acteurs locaux. Ils entendent de possibles retombées économiques », résume le chef de projet pour la France. Et de poursuivre : « Ce projet est également très structurant. Il encourage les communes figurant sur l'itinéraire à collaborer entre elles. Certaines se sont aperçues qu'elles étaient jumelées avec des villes allemandes elles aussi situées sur le tracé ! Cela a donné un coup de souffle supplémentaire à leur dynamique de partenariat. C'est un vecteur de sens. » ■

D'Aigues-Mortes à la Pologne

Les quatre associations/fondations en charge de l'itinéraire européen « Sur les pas des Huguenots et des Vaudois » ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin. En France, outre la réalisation d'un guide topographique en partenariat avec la Fédération française de randonnée pédestre, l'association « Sur les pas des Huguenots » va proposer à partir de 2016 une variante à cheval en partenariat avec la Fédération française de randonnée équestre. Une variante en vélo devrait suivre l'année d'après grâce à un travail avec des clubs de cyclotourisme. « Ils parcourent en ce moment les petites routes goudronnées situées au plus près du sentier pédestre et nous

font remonter leurs avis », indique Johannes Melsen, chef de projet pour la France de l'association « Sur les pas des Huguenots ». Parallèlement, deux prolongements sont actuellement à l'étude, l'un en direction des Cévennes et du Musée du Désert de Mialet, l'autre en direction du Lubéron et du Musée des Vaudois de Méridol.

Pour parachever cette grande diagonale de l'exil des protestants, le Conseil de l'Europe, qui a labellisé l'itinéraire, a suggéré un prolongement au nord de l'itinéraire vers le Danemark et la Pologne et au sud vers la tour de Constance à Aigues-Mortes.

PH. B.

PEINE DE MORT

RASSEMBLEMENT

Des espoirs pour l'ACAT



© ACAT

L'ACAT contre la peine capitale aux États-Unis

Le 2 juillet dernier, l'ACAT se rassemblait pour la 20^e année consécutive, en soutien aux abolitionnistes américains. Sous la chaleur étouffante de la place de la Concorde, les militants se sont allongés au sol à l'appel des 29 noms de personnes exécutées aux États-Unis entre 2014 et 2015. Chacun portait une étiquette, mentionnant le nom de ce condamné, le lieu et la date de son décès. D'autres tenaient des pancartes. L'une citait Victor Hugo : « *La peine de mort est le signe spécial et éternel de la barbarie* » ; l'autre reprenait le célèbre slogan de Barack Obama, transformé en : « *USA 2015 : Yes we kill* ». D'autres encore lançaient un slogan touristique lugubre : « *Bienvenue en Floride ! Ici, il faut 10 minutes pour être bronzé, 25 pour traverser Miami Beach. Mais il vous faudra attendre 34 minutes pour mourir !* »

Mais, cette année, l'espoir est permis : la peine de mort a été abolie au Nebraska le 27 mai dernier, la Pennsylvanie est en moratoire et il y a une baisse générale des condamnations et exécutions. Un espoir tout de même relatif au vu des décisions rendues par la Cour suprême américaine le lundi 29 juin dernier. À 5 voix contre 4, elle a rejeté la requête de quatre condamnés à mort qui avaient saisi « les sages », par crainte de mourir dans des « souffrances inhumaines ». Ils remettent en cause l'utilisation du midazolam, produit controversé qui est utilisé lors de nombreuses exécutions, subies dans la souffrance. Pour exemple, Joseph Wood, exécuté le 23 juillet 2014 en Arizona, a agonisé pendant plus de deux heures.

À la fin de son discours, Bernadette Forhan – surnommée « la madame peine de mort de l'ACAT » pour son engagement contre « ce crime d'État » – n'a pas dit au revoir mais adieu. Symboliquement, dans l'espoir de ne pas avoir à organiser un 21^e rassemblement... ■

CLÉMENCE GOURDON

► ACAT France

S'informer et soutenir : www.acatfrance.fr
Retrouvez l'intégralité du discours de Bernadette Forhan sur www.reforme.net

DÉCÈS

« *Je vous laisse la paix, je vous donne ma paix.* »
Jean 14, verset 27

Monsieur Jean SCHIRMER, son époux
Toute sa famille ont la tristesse de vous faire part du décès de

Madame
Jean SCHIRMER
née Evelyne PIRIE

survenu le 29 juin 2015, dans sa 87^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 10 juillet 2015 à 15 h 30 en l'église protestante luthérienne de Bourg-la-Reine, 26, rue Ravon, 92340.

Ni fleurs, ni couronnes.

82, rue d'Assas
75006 Paris

Nous avons la tristesse de vous faire part du décès de

Claire MAGNIN
née DUROY

Chevalier de l'Ordre national de la République de Côte d'Ivoire,
Chevalier des Arts et Lettres,
le 26 juin 2015, dans sa 92^e année.

De la part de son époux, Jean MAGNIN, de leurs enfants : Etienne et Régine MAGNIN Florence MAGNIN, Geneviève et Dominique CHOURY. de leurs petits-enfants : Alexandre MAGNIN, Emmanuelle et Marc ELSEN, Samuel CHOURY Lisa CHOURY. et de leurs arrière-petites-filles : Eva, Sarah et Julia ELSEN.

Un culte d'action de grâce a eu lieu le 2 juillet 2015 au temple de Die (26150)

Famille MAGNIN
jean-magnin@orange.fr

TARIF DU CARNET :
8 € la ligne du journal.
Dernier délai de réception le vendredi, 12 h, pour parution le jeudi suivant.
Merci d'envoyer votre texte à : reforme@reforme.net
Un devis vous sera établi.

Isabeau, son épouse, Laurie et Aziz, Pascal et Delphine, Noémie et John, Timothée, ses enfants, Robin, Loubna, Elisa, Hanae, Marin, Sofia, Jason, Elouan, ses petits-enfants, Les familles DIENY, FONTAYNE, BLAYO, DURRLEMAN, FALLOT, Ses amis, Ont la tristesse de vous faire part du décès de

Jacques-David BEIGBEDER

survenu le 6 juillet 2015.

Retrouvons-nous vendredi 10 juillet à 11 h au cimetière de Vienne-en-Arthies puis pour un culte de reconnaissance dans les jardins de la maison familiale des Millonets.

« *Soyez joyeux dans l'Espérance : soyez patients dans la détresse.* »
Romains, XII-12

14, rue H. Malouët,
78220 Viroflay.

1, place Roger Coquoin,
95510 Vienne-en-Arthies.

RÉUNIONS

■ « Laurent Angliviel de La Beaumelle »

Un philosophe cévenol au siècle des Lumières. Chemins de tolérance. Action mémorielle, culturelle et artistique en Cévennes. La vie et l'œuvre de Laurent Angliviel de La Beaumelle, écrivain et philosophe, né à Valleraugue le 28 janvier 1726, décédé à Paris le 17 novembre 1773.

« Les Lumières et le goût du libertinage »

Café-Histoire avec Jean-Claude Hauc, écrivain et historien, **jeudi 16 juillet**, 20 h 30, salon de thé l'Arrosoir, Valleraugue. Rens. Office du tourisme de Valleraugue : 04 67 64 82 15. Programme complet des manifestations : active.asso.free.fr/la-beaumelle.htm

■ « Soirées estivales 2015 »

Les vendredis soir à Saint-Pierre-le-Jeune, Strasbourg.
Du 3 juillet au 28 août.
18 h 30, visite guidée, 20 h, concert dans l'église, 21 h, veillée au cloître.

Concerts de Midi, mercredi 15 juillet, 12 h 30. Quatuor de saxophones Aurelia, œuvres de Hildegard, Bach, Pascal, ter Veldhuis, Victoria et Budini.

17 juillet
18 h 30. Les monuments funéraires, visite guidée par Benoît Jordan.
20 h. Quatuor Hyacinthe Jadin, *Les sept dernières paroles du Christ*, quatuor de J. Haydn.
21 h. Le quatuor vocal RivesRhin, œuvres de Scarlatti, Altbikol, Sweelinck, Tchaikowsky...

24 juillet
18 h 30. Visite historique, visite guidée par Fritz Westphal.
20 h « Now what is love ? ». Soirée de musique anglaise par Anne L'Espérance, soprano, et Rebecca Lefèvre, viole de gambe.

21 h. Reger Trio (trio à cordes), œuvres de Beethoven, Webern et Reger.

Manifestations à entrée libre, avec plateau à la sortie. Programme complet sur : www.saintpierrelejeune.org
03 88 238 465.

■ « L'été 2015 au Musée du Désert »

Situé à proximité d'Anduze, au cœur des Cévennes méridionales, le Musée du Désert est le premier des musées d'histoire du protestantisme en France. Dans la maison natale du chef camisard Roland (1680-1704), et dans ses dépendances, il présente un ensemble unique d'objets et de documents évoquant le temps du « Désert » : la clandestinité et la résistance des protestants, dont la religion était interdite en France, après la révocation de l'édit de Nantes (1685).

Du 1^{er} juillet au 5 septembre 2015 : ouverture tous les jours, de 9 h 30 à 18 h 30.

Exposition temporaire, conçue et réalisée par l'Atelier Grizou : « Voltaire et la tolérance ».

Samedi 18 juillet : Assemblée nocturne au Mas Soubeyran. Culte vers 21 h 30, à la tombée du jour, à la lumière de quelques lampes torches, dans l'atmosphère des assemblées clandestines, de nuit, au temps du « Désert », avec l'ensemble des communautés protestantes du secteur. La prédication sera donnée par le pasteur Claude Baty, ancien président de la FPF.

■ « Marche découverte »

Suivie d'une animation musicale occitane. Marche autour de Ferrières. **Mercredi 15 juillet**, rendez-vous à 15 h pour la visite du musée, 16 h 30 départ pour la marche, retour vers 20 h. Un buffet froid sera proposé à l'issue de la marche, agrémenté par la musique, les danses et les chants occitans. Tarifs : adulte 15 € (enfant -10 ans 6 €), marche seule 7,50 €. Musée du Protestantisme. De la Réforme à la laïcité, 81260 Ferrières. www.mprl.fr
S'inscrire : secretariat@mprl.fr
Ou 05 63 74 05 49
Par courrier postal : Musée du Protestantisme, « La Ramade », 81260 Ferrières.

CONCERT

■ Concerts d'été

Présentés par Les Amis de l'orgue du temple de Privas (07). Ensemble de musique klezmer avec le groupe « tout en quart ton », venant du sud de la région Rhône-Alpes. Ce quintet revisite le répertoire traditionnel des juifs d'Europe de l'Est. **Vendredi 17 juillet**, 18 h 30, 10 € au-dessus de 18 ans et possibilité d'un abonnement aux 4 concerts pour 32 €. Billets en vente à l'office de tourisme de Privas, ainsi qu'à la pharmacie de Paste. Rens. Eveline Guérin, présidente des Amis de l'orgue, 04 75 64 63 62. À suivre...

RADIO-TV

■ France Culture

www.franceculture.fr
dimanche 12 juillet, 8.30
Culte avec le pasteur Florence Couprie, de l'Église protestante unie de France.
dimanche 19 juillet, 8.30
Culte avec le pasteur Culte avec le pasteur Thierry Rouquet, de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France (Toulouse).

■ France 2

Présence protestante
www.presenceprotestante.com
dimanche 12 juillet, 10.00-10.30
10.00-10.26
« Fukushima, la dignité du vivant ».
2^e partie : La reconstruction ?

Assemblée du Désert Dimanche 6 septembre 2015

« 1715-2015 : Sonnez du cor, assemblez le peuple »

Juste avant que n'éclate la Grande guerre en 1914, les fondateurs du Musée du Désert avaient projeté pour l'année 1915 une forte commémoration du premier « synode du Désert », en 1715, aux Montèzes, près de Monoblet : le premier synode des Églises réformées de France depuis la révocation de l'édit de Nantes. Le programme resta dans les cartons : en 1915, les têtes étaient ailleurs.

Un siècle plus tard, c'est la commémoration de la « Grande Guerre » qui occupe le terrain, affaiblissant d'autant la date du synode d'août 1715, confinée dans l'histoire locale de la minorité protestante. Au fait, quel synode ? Plutôt un embryon de synode – une poignée de prédicants des Cévennes et du Languedoc, rassemblés avec quelques laïcs, à l'initiative d'un jeune prédicant, Antoine Court. En constituant cette petite assemblée en « synode », l'organe de liaison disparu des Églises réformées interdites en France, Court faisait le pari d'une refondation de ces Églises du Désert. Il affichait une rupture avec les violences camisardes et les désordres prophétiques, et un retour au modèle classique des Églises réformées, livres et Livre en main. Un retour à l'ordre, pour tenter de faire accepter la pratique des assemblées, pourchassées par les lois du royaume, et à terme obtenir la tolérance.

Ce programme réformateur exigeant fut loin de faire l'unanimité chez les protestants. Mais il stimula la mue ecclésiale d'anciens camisards, tel Pierre Corteiz, et fit se lever une nouvelle génération de candidats au ministère, tel Pierre Durand, le frère de Marie Durand. Avec l'appel de Joël, cité par Court dans un de ses sermons de l'époque : « *Sonnez du cor en Sion, ... publiez l'assemblée solennelle, assemblez le peuple..., les anciens et les enfants.* » (Joël 2,15-16).

Le culte à 10 h 30 sera présidé par Anne Faisandier, pasteure de l'Église protestante unie de Grignan à Marseille.

L'après-midi, on entendra les allocutions de deux historiens, Hubert Bost, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, et Jean-Paul Chabrol.

Le message final sera donné par le pasteur Marcel Manoël, président de la Fondation Diaconesses de Reuilly.

Musée du Désert, le Mas Soubeyran, Mialet, 30140 Anduze
Tél. 04 66 85 02 72

Courriel : musee@museedudesert.com
Internet : museedudesert.com

Du 1^{er} juillet au 5 septembre 2015 : ouverture tous les jours, de 9 h 30 à 18 h 30.

Claudine Castelneau avec Rémi Soulier, essayiste et critique littéraire au *Figaro Magazine*.

Enjeux et Destinées, 21.00
« Henri IV et Sully ».

Jean-Paul Barbiche avec le professeur Bernard Barbiche.

jeudi 16 juillet

Midi-Magazine, 12.05

« La baleine dans tous ses états ». Claudine Castelneau avec François Garde, écrivain.

■ RCF

www.rcf.fr

dimanche 12 juillet

B comme Bible, 14.30

Bénédicte Draillard.
« Dieu est-il violent ? ». Avec Philippe Abadie, professeur à la faculté de théologie de l'université catholique de Lyon.

Halte spirituelle, l'intégrale, 21.00

Véronique Alzieu.

Béatrice Soltner.

« La vie est belle malgré l'épreuve ». Avec François Xavier Maigre, journaliste.

lundi 13 juillet

Visages, 9.30

Thierry Lyonnet.

« Stan Rougier, la vie est rencontre ».

Témoin, 22.00

Jean-Marie Portero.

« Pasteur Christophe Singer, l'art de transmettre et d'étudier la foi ».

jeudi 16 juillet

B comme Bible, 21.00

Bénédicte Draillard.

« La violence dans le Nouveau Testament ».

Avec Philippe Abadie.

vendredi 17 juillet

Repères, 12.35

Béatrice Soltner.

« Voyage dans le monde de la psychiatrie ».

Avec Boris Cyrulnik, neurologue, psychiatre,

Retrouvez toutes les annonces réunions, concerts, expositions et programme radio-TV sur : www.reforme.net rubrique « agenda »

À Iwaki, la communauté a reconstruit une église. L'assemblée baptiste a trouvé de nouveaux repères. Mais comment garder la foi quand la catastrophe est partout ? Comment évangéliser quand la nature a tout dévasté ? Tandis que Pâques approche, les chrétiens du Japon, comme ceux du monde entier, se rappellent la résurrection du Christ. Une résurrection qui trouve ici tout son sens. Avec, en plus, pour les chrétiens d'Iwaki, le sentiment d'avoir reçu une mission : alerter et témoigner des dangers du nucléaire pour

l'environnement.

10.26-10.30

« La foi en partage ».

Deux chrétiens se retrouvent pour parler de leur foi et prier.

dimanche 19 juillet,

10.00-10.30

« Le temps de le dire ».

Isabelle Fiévet-Rossignol, directrice éditoriale de la Fondation Bersier depuis 13 ans. Née dans une famille plutôt protestante, elle n'a pas toujours considérée la foi en Christ comme étant la sienne, mais, au tournant des années 2000, son cheminement spirituel se ravive et elle se fait baptiser. Parallèlement,

elle entreprend un master de théologie et entre à la Fondation Bersier pour coordonner le Musée virtuel du protestantisme puis le portail www.regardsprotestants.com Une émission présentée par Patricia Rohner-Hégé.

■ **Fréquence protestante (100,7) 01 45 72 60 00**

www.frequenceprotestante.com

samedi 11 juillet

Actuelles, 18.30

« Journée littéraire consacrée à André Chamson à Durenque (Aveyron), le 18 juillet, 9 h 30-19h ».

ou je m'abonne sur : reforme.net

Réforme
HEBDOMADAIRE PROTESTANT D'ACTUALITÉ

L'ambition du sens

Offre d'abonnement
1 AN

9€ par mois ou 114€ comptant

■ **Oui, je m'abonne à Réforme**
Offre réservée à la France métropolitaine, tarif étranger sur demande.

Abonnement durée libre par prélèvement

□ **9€**

par mois

(4 à 5 n°s par mois)

► par téléphone : **03 27 56 12 11**

► par Internet : **www.reforme.net**

Abonnement pour 1 an

□ **114€**

(49 n°s) au lieu de 127,40€*

► par courrier :

formulaire ci-contre

à retourner à **Réforme**

Service abonnements, CS70001,

59361 Avesnes-sur-Helpe Cedex

MON RÈGLEMENT

□ Par chèque bancaire ou □ postal à l'ordre de Réforme

□ Par carte n° _____

Date d'expiration _____

Trois derniers chiffres au dos de la carte _____

MES COORDONNÉES

Nom Prénom

Adresse

Code postal _____ Ville

Offre valable jusqu'au 31 décembre 2015, réservée à la France métropolitaine, tarif étranger sur demande. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification quant aux informations vous concernant, que vous pouvez exercer librement auprès de Réforme, 53/55, avenue du Maine, 75014 Paris.

VIGILANCE

L'OBSERVATOIRE PHAROS



Un réseau d'Observateurs Juniors

Veiller sur le pluralisme

À l'occasion d'un changement de présidence, le pasteur Jean-Arnold de Clermont prenant la suite de la juriste internationale Mireille Delmas-Marty, l'Observatoire Pharos a fait un point d'étape. Ce vigile des libertés culturelles et religieuses dans le monde a vu sa mission s'étoffer depuis sa création en 2012. Pharos est né d'une vision, celle d'un groupe de citoyens, responsables laïcs et religieux, revenus d'Irak. Ensemble, Monseigneur Stenger, Jean-Arnold de Clermont, Jean-Claude Petit, ancien directeur de *La Vie* et quelques autres ont décidé de faire le bilan des pluralismes pays par pays. Un projet ambitieux qui porte aujourd'hui ses fruits. L'Union européenne, via le programme IEDDH (Initiative européenne démocratie droits de l'homme), vient en effet de subventionner Pharos, à hauteur d'un million, pour poursuivre ses enquêtes en direction de six pays : le Pakistan, la Corée du Nord, la Syrie, Cuba, le Nigeria, l'Indonésie. Il s'agira aussi d'apporter un soutien aux défenseurs des droits humains dans ces pays, souvent victimes d'une dure répression, en lien avec une douzaine de partenaires locaux. Pharos a également mené à bien une mission de veille en Centrafrique. « *Nous avons voulu produire un document qui fasse autorité, réalisé par des chercheurs en France mais relu, critiqué, amendé par une centaine d'intellectuels centrafricains. Ce rapport a pour objectif d'expliquer aux parties prenantes, aux politiques, aux médias les justes dimensions culturelles et religieuses de cette crise* », a expliqué Jean-Arnold de Clermont.

Dirigé bénévolement par Pierre Morel, ancien diplomate, Pharos, dont le site est trilingue (français, anglais, arabe), travaille avec 45 observateurs juniors et un réseau de partenaires. Il a étoffé son conseil d'administration et multiplie les soutiens : mécénat, subventions... À terme, il envisage de fournir des rapports d'expertise aux entreprises. ■ N. L.

► **Observatoire Pharos**

www.observatoirepharos.com

Une femme de valeurs

SANDRA PRALONG.

Promise à une carrière internationale, cette Roumaine est rentrée dans son pays pour lutter contre la corruption.

A mon retour en Roumanie, en 1990, j'ai été très marquée par une scène que j'ai vue, entre ma tante, avocate, et une fonctionnaire de mairie : ma tante a placé, avec discrétion, un bâton de rouge à lèvres dans ses mains. Ce cadeau fait en cachette a été pour moi extrêmement humiliant. » Ex-directrice de communication chez *Newsweek*, Sandra Pralong a pourtant choisi de retourner en Roumanie, en 1990, quelques mois après la chute du président communiste Nicolae Ceausescu. Cette petite histoire, qui l'avait choquée à l'époque, n'est pas seulement un mauvais souvenir.

Des gestes semblables de *bakchich* se reproduisent encore dans ce pays qui a rejoint l'Union européenne en 2007. Si, au quotidien, pour les simples citoyens, on parle de rouge à lèvres ou d'un paquet de café, au plus haut niveau, et toujours à un rythme quotidien, la déjà célèbre Direction nationale anticorruption (DNA) enchaîne les arrestations et les enquêtes. Pour la seule année 2014, 4 000 personnes ont fait l'objet d'une enquête et 1 000 ont été envoyées devant les juges.

Sandra Pralong est une des quatre ou cinq femmes qui font aujourd'hui la différence en Roumanie, des femmes qui, à la fois épouses et mères, réussissent à lutter avec ferveur contre la corruption. Laura Kövesi est à la tête de la DNA, Laura Andrei est la présidente du tribunal de Bucarest, Laura Stefan est l'experte anticorruption de l'ONG Expert Forum, Monica Macovei, ancienne candidate à la présidence du pays, a défendu la lutte anticorruption dans l'hémicycle bruxellois en tant que députée européenne.

Héros inconnus

Sandra, quant à elle, fait les choses à sa manière, très terre à terre, grâce à un programme nommé « Éruption anticorruption ». Créé en 2012, dernier projet en date de sa fondation, Synergetica, il tente de répertorier les gestes simples, les héros inconnus de cette lutte anticorruption : des policiers qui n'ont pas accepté un *bakchich*, une secrétaire qui a refusé un pot-de-vin, un employé qui a redémarré les ordinateurs que le pouvoir voulait garder éteints, afin que l'organisme de surveillance audiovisuel n'enregistre pas



« J'aime la sobriété, l'austérité du protestantisme et j'apprécie l'éthique du travail, l'importance de l'intégrité. Sans elle, rien ne fonctionne »

« Je suis rentrée au pays avec une idée fixe, celle de contribuer au changement des mentalités, montrer que la liberté est un choix quotidien, et que la dignité humaine n'est pas à vendre »

certaines émissions d'une chaîne de télévision proche de l'État. Elle publie, avec sa petite équipe, un calendrier annuel, qui met en avant ces gens qui rejettent désormais la corruption, la signalent, la dénoncent. On lui pose la question : « Pourquoi as-tu choisi de revenir en Roumanie ? » Pourquoi avoir laissé une carrière entamée en Suisse – où sa mère avait émigré du temps de Ceausescu –, poursuivie aux États-Unis, et finalement dans les plus hautes sphères de l'Union européenne, aux côtés d'Amin Maalouf, dans la commission mandatée pour déterminer quelles sont les langues de l'Europe ? Sandra sourit. Elle sait que cette question est maintenant le titre d'un livre qu'elle a dirigé, *Pourquoi je suis rentré(e) en Roumanie ?*

Diverses personnalités roumaines de la diaspora y racontent le comment et le pourquoi de leur retour. Le désir de changer les choses, de transmettre au pays, d'une certaine façon, ce qu'ils ont appris ailleurs. Pour Sandra Pralong, c'est le même motif : « J'avais une idée fixe, celle de contribuer, à ma manière, au changement des mentalités, montrer que la liberté est un choix quotidien, et que

la dignité humaine n'est pas à vendre. Je me suis vite rendu compte que la grande majorité des programmes anticorruption se situaient au niveau macro, législatif, administratif. Moi, ce qui me préoccupe, c'est ce que peut faire chaque personne pour dire "non" à la corruption... »

« Européenne œcuménique »

Sandra Pralong se définit volontiers comme « une Européenne œcuménique ». Elle raconte : « Je suis née dans une famille orthodoxe, ma grand-mère était peintre dans les églises, je me suis mariée avec un catholique, Christophe Pralong, et j'ai vécu dans des pays protestants, comme la Suisse ou les États-Unis. » Pour elle, la meilleure recette contre la corruption est « de ne pas avoir à être acheté ou à acheter ce qui t'est dû ». Telle est la position d'une femme qui ne mâche pas ses mots, tout en restant fidèle à elle-même, à la fois élégante et discrète.

Une position qui ne lui a pas valu l'admiration de tous ses compatriotes... « J'aurais espéré travailler dans le service public, avec ma courte expérience en tant que conseillère du président Emil Constantinescu, en 1998-2000. Mais j'ai

appris très vite et à mes dépens que les gens ne comprennent pas que les valeurs ne sont pas des mots vides de sens, mais des rails qui t'emmènent vers quelque chose. »

Avec son regard encore et toujours optimiste, Sandra Pralong se reconnaît dans les valeurs du protestantisme : « J'aime l'essence et la sobriété, l'austérité du protestantisme et le dialogue direct avec Dieu, sans intermédiaires, et j'apprécie l'éthique du travail, l'importance de l'intégrité. Sans elle, rien ne fonctionne. »

D'où tire-t-elle encore la force de croire dans un changement de mentalités dans le pays ? « J'attends que le nombre de ceux qui pensent comme moi augmente. À ce moment-là, il y aura un vrai changement dans la gouvernance du pays. Mais en attendant, je reste dans la société civile et je continue d'écrire. » ■

IULIA BADEA-GUÉRITÉE
CORRESPONDANCE DE BUCAREST

À NOTER

1977-1980. Études d'économie et de sciences politiques à Lausanne.

1987-1990. directeur de communication chez *Newsweek*, New York.

Crée, en 1990, après son retour des États-Unis, la filiale roumaine de la fondation Soros.

2010. Parution du livre *Pourquoi je suis rentré(e) en Roumanie ?* (en roumain, éditions Polirom).

2012. Création du projet « Éruption anticorruption ».